

هكذا من الجليل

Arts et Spectacles : théâtre à Lisbonne

Le Monde



BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

JEUDI 4 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Malgré la défection du Danemark, la France et l'Allemagne résolues à construire l'Union européenne

Les Français seront consultés par référendum sur la ratification du traité de Maastricht

A plusieurs vitesses

La démocratie ne dépend pas de l'ampleur des majorités. Quelques dizaines de milliers de voix ont suffi, au Danemark, pour que l'opposition à la ratification des accords de Maastricht l'emporte, et c'est tout l'édifice communautaire qui est remis en cause.

Quelle que soit la solution juridique qui sera trouvée par les diplomates pour que le processus d'intégration européenne, économique, monétaire et politique, ne soit pas entièrement bloqué, le vote des Danois est un avertissement qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur l'attitude des autres pays-membres. Les responsables de Maastricht vont y trouver des encouragements et des arguments, alors que les options publiques avaient déjà tendance à faire porter à une Europe plus contraignante que prévu la responsabilité d'un mécontentement auquel elle est le plus souvent étrangère.

L'ATTITUDE des Danois est paradoxale à un moment où les candidats se pressent aux portes de la Communauté: le soldat nordique, dont les Danois avaient fait grand cas lors de la campagne pour l'acte unique, est mis à l'essai, puis à l'écart, les Finlandais et les Suédois, et sans doute à l'automne les Norvégiens, manifestent leur intention d'entrer dans la Communauté.

«Un Danemark de perdu, dit de retrouvés», avait semblé dire M. Mitterrand au récent sommet franco-allemand, en affirmant que, revenue provisoirement à l'ordre, la Communauté se retrouverait vite à douze, puis treize, quatorze, quinze... Certes, mais le refus danois des accords de Maastricht n'en pose pas moins en termes aigus la question de l'élargissement. Car les risques de rejet de tel ou tel pan de l'intégration européenne seront d'autant plus grands que sera décrié le nombre d'États-membres. Ce qu'il était possible d'entreprendre à six, voire neuf ou dix, ne l'est plus à douze, et le sera encore moins si la Communauté compte un jour plus d'une vingtaine de participants.

EN même temps, il est difficile aux États fondateurs de refuser l'adhésion à la CEE de pays remplissant les critères démocratiques ou économiques, et s'engageant à respecter les règles. La seule solution, c'est l'Europe à plusieurs vitesses, quelle qu'en soit le nom: «Europe à géométrie variable» ou «Europe des cercles concentriques», voire «Europe à la carte».

Autour d'un noyau central d'États ayant les liens les plus intenses dans le champ de compétences le plus étendu, devraient graviter des pays entretenant des rapports plus ou moins lâches, dans des domaines divers. C'est manifestement autour de la France et de l'Allemagne - qui ont poussé le plus l'intégration dans tous les secteurs - que doit se constituer ce noyau dur, à condition que cette entente ne soit pas exclusive.

Si elle fait prendre conscience que l'approfondissement et l'élargissement ne sont pas contradictoires, si loin d'inclure à ralentir le pas, elle pousserait les plus déterminées à avancer, tout en aménageant leurs relations avec les retardataires, la défile des «Européens» au Danemark pourrait être salutaire.

Après le succès du «non» - avec 50,7 % des suffrages - au référendum organisé le 2 juin au Danemark sur la ratification du traité de Maastricht, la France et l'Allemagne ont confirmé, dès mer-

credi, leur volonté de poursuivre la construction de l'Union européenne. M. François Mitterrand a déclaré, au cours du conseil des ministres, que la «ratification du traité lui-même relèvera de toute

façon du vote populaire». Un référendum sera donc organisé après la révision constitutionnelle soumise au Parlement convoqué en Congrès (réunion du Sénat et de l'Assemblée nationale). Les ministres des

affaires étrangères des Douze devaient examiner, jeudi à Oslo, les conséquences du vote danois alors que MM. François Mitterrand et Helmut Kohl devaient publier une déclaration commune.

Casse-tête juridique

par Claire Tréan

Plusieurs responsables européens ont déjà réaffirmé leur volonté d'aller de l'avant pour faire aboutir les engagements pris à Maastricht, comme l'avaient fait MM. Kohl et Mitterrand la semaine dernière à La Rochelle en soulignant que la France et l'Allemagne appliqueraient, «pour ce qui les concerne», les dispositions du traité. Il leur faudra cependant une très forte détermination pour vaincre non seulement les objections politiques auxquelles les Danois viennent d'apporter un second souffle, mais aussi les obstacles d'ordre purement juridique que leur décision fait surgir sur le chemin de l'Union européenne. Ces difficultés juridiques sont de deux ordres: celles qui portent sur le devenir du traité de Maastricht, non encore ratifié dans les autres pays, et celles qui concernent le fonctionnement à venir des institutions européennes dès lors que le Danemark reste membre de la Communauté définie par le traité de Rome et l'acte unique, sans être membre de l'Union européenne définie par le traité de Maastricht.

Les ministres des affaires étrangères des Douze, qui se réuniront jeudi à Oslo, en marge d'une réunion de l'OTAN, tiendront les premières conséquences de vote des Danois.

Lire la suite page 6

Lire aussi

■ Suspense et stupéfaction à Copenhague

par CAMILLE OLSEN

■ Les Onze semblent décidés à aller de l'avant

par PHILIPPE LEMAITRE

■ La ratification par voie référendaire

par PIERRE SERVENT

■ Une union économique et monétaire à plusieurs vitesses?

par FRANÇOISE LAZARE

■ Appréhensions et malaises

par ALAIN DEBOVE

■ Les réactions à Stockholm et à Londres

par FRANÇOISE NIETO

■ Le Sénat a suspendu l'examen du projet de révision constitutionnelle

par FRÉDÉRIC BOBIN

■ GILES PARIS

pages 6, 8 et 26



Paris pris à contre-pied

par Thierry Bréhier

L'Europe existe. Les effets sur la politique intérieure française du refus des Danois de ratifier le traité de Maastricht devraient suffire, paradoxalement, à convaincre les sceptiques. L'avenir des peuples de la Communauté est dorénavant si imbriqué que les décisions de l'un d'entre eux ne peuvent qu'influencer celles des autres.

Au-delà de cette satisfaction de principe, le «non» du Danemark à l'Union européenne est une bien mauvaise nouvelle pour M. François Mitterrand. Certes parce qu'il fait apparaître une tâche sombre dans le grand dessin de son second septennat, mais aussi parce qu'il perturbe fortement son programme de reconquête de l'opinion d'ici à la prochaine échéance électorale. Dans l'immédiat, de surcroît, il donne un coup de main considérable aux adversaires français de Maastricht, qui sont aussi les opposants les plus résolus au président de la République.

La mine réjouie de M. Charles Pasqua, mardi soir dans les couloirs du Palais du Luxembourg, le démontre éloquentement. Le président du groupe RPR ne pouvait espérer mieux pour se sortir de la difficulté dans laquelle il était.

Lire la suite page 8

Déficit accentué pour le budget 1993

Les dépenses publiques devraient augmenter de 3,5 %, soit 47 milliards de francs de plus que cette année. Il n'y aurait pas d'augmentation des impôts

par Alain Vernholes

Les membres du gouvernement ont encore un mois pour se mettre d'accord avec M. Michel Charasse, ministre du budget, sur les crédits qui leur seront alloués. Passé cette date, c'est le premier ministre qui tranchera. Mis à part l'éducation nationale, l'emploi, la justice et la sécurité, considérées comme prioritaires, la plupart des ministères devront faire de sérieux efforts d'économie.

Dans la traditionnelle «lettre de cadrage» envoyée le 6 mai à chacun des membres du gouver-

nement (le Monde du 12 mai), M. Pierre Bérégovoy indiquait les grandes orientations du budget de 1993 (pas d'augmentation des impôts), soulignant l'étroitesse des marges de manœuvre laissées disponibles par l'effondrement des recettes fiscales et décrivait in fine les stratégies à développer pour ne pas laisser s'accroître le déficit budgétaire. «La maîtrise de nos finances publiques requiert une grande rigueur dans la préparation du projet de loi de finances pour 1993, compte tenu des effets de la conjoncture économique sur la situation budgétaire (...). Je vous demande de proposer des

réductions d'effectifs, car l'écarte toute création globale nette d'emplois civils», écrivait le premier ministre.

M. Bérégovoy n'exagère pas en parlant des effets de la conjoncture économique: les statistiques fiscales les plus récentes montrent que l'État aura encaissé l'année dernière 86 milliards de francs de moins qu'il n'avait été prévu. Un manque considérable qui représente 7 % de l'ensemble des recettes fiscales (1 223 milliards de francs) prévues dans la loi de finances de 1991 votée en décembre 1990. Détail supplémentaire: sur les 86 milliards de

francs perdus, 30 l'ont été pendant le seul dernier trimestre 1991.

Il n'est pas douteux que le fort ralentissement de la croissance économique est à l'origine de la débauche fiscale qui s'est produite. En 1988 et 1989, la richesse nationale - mesurée en termes de produit intérieur brut (PIB) - s'était accrue de presque 4 % chaque année. Ces progrès représentaient chaque fois des surplus de richesse pour la nation, de l'ordre de 360 milliards de francs, surplus sur lesquels l'État prélevait sa «dîme», une soixantaine de milliards.

Lire la suite page 19

PRIX DU LIVRE INTER



Editions du Seuil

Des greffes d'organes contestées

Un rapport de l'IGAS dénonce la proportion anormalement élevée de transplantations réalisées sur des malades étrangers.

page 11

Un développement de la justice de proximité

Les projets du garde des sceaux pour lutter contre la petite délinquance urbaine.

page 10

ÉDUCATION • CAMPUS

■ Un entretien avec le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs. ■ L'éducation à l'environnement dans les livres. ■ Des adolescents font leur «bilan de savoir».

pages 13 à 15

ARTS ET SPECTACLES

■ Portugal: voyage au cœur du théâtre. ■ Hommage à Claudia Cardinale à la Cinéma-thèque. ■ Francis et Eleanor Coppola racontent «Apocalypse Now». ■ «Wozzeck» au Châtelet. ■ Guns n' Roses en concert.

pages 27 à 38

«Sur le rif» et le sommaire complet se trouvent page 26

«Le Monde des carrières» page 19 - «Le Monde immobilier» pages 20 et 21

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,60 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,60 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRO; Espagne, 160 PTA; G.-B., 66 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KSE; Suisse, 1,90 FS; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,30 \$.

AU TRAITÉ DE MAASTRICHT

Même détermination à Bruxelles, où le gouvernement belge « regrette le résultat très faiblement négatif du référendum danois » mais affirme qu'il souhaite « poursuivre avec ses partenaires européens la ligne indiquée par le traité de Maastricht ». Les autorités néerlandaises, rapporte notre correspondant aux Pays-Bas, Christian Chardier, sont consternées. « Formellement, il n'y a plus de traité si l'un des Etats membres le désapprouve. Mais, politiquement, il serait inconcevable que onze Etats se laissent arrêter par cinq millions de Danois. C'est quand même impossible », a affirmé le secrétaire d'Etat aux affaires européennes,

M. Piet Dankert. Les responsables néerlandais ne cachent pas leur embarras. Il faut maintenant « regarder et réfléchir » et ils persistent à croire que le « non » danois n'aura pas d'influence négative sur l'issue du débat de ratification qui devrait avoir lieu cet automne à La Haye.

Le président du groupe socialiste au Parlement européen, M. Jean-Pierre Cot, a, quant à lui, réclamé l'ouverture immédiate de discussions avec, d'une part, le Danemark, et d'autre part, le Parlement européen, afin de « sauvegarder notre futur et la place du Danemark dans la communauté. Nous devons ensemble sur-

monter les déficits démocratiques du traité qui a conduit tant de Danois à voter contre ».

Les dirigeants des grandes banques européennes présents à Toronto pour la conférence monétaire internationale ont, dans leur ensemble, exprimé leur inquiétude à l'annonce du résultat du référendum danois. « C'est un désastre », a affirmé M. Peter Sutherland, président d'une banque irlandaise et ancien membre de la Commission européenne. Si les habitants des petits pays se prononcent contre le traité, ceux des grands pays pourraient alors y réfléchir à deux fois.

Malgré de nombreux obstacles juridiques

Les Onze semblent décidés à aller de l'avant

BRUXELLES
(Communauté européenne)

de notre correspondant

Quelques dizaines de milliers de Danois (les voix qui, mardi, ont emporté la décision) peuvent-ils empêcher trois cent cinquante millions d'habitants de la Communauté d'accomplir leur ambitieux projet d'intégration, de bâtir l'Union européenne telle qu'elle a été destinée à Maastricht ?

Tel est le problème, éminemment politique, sur lequel la Commission européenne s'est réunie mercredi matin et que les ministres des affaires étrangères des Douze devaient aborder, en marge de la session de printemps de l'OTAN, le 4 juin, à Oslo.

Sur le plan juridique, l'impasse

est apparemment totale : le traité de Maastricht ne peut entrer en vigueur sans la ratification du Danemark. Sans compter, bien entendu, que le geste de mauvaise humeur des Danois va interférer dans le processus de ratification en cours dans les autres pays de la CEE en redonnant du courage et des arguments, notamment juridiques, à ceux qui veulent faire obstacle à l'entreprise.

Il reste à voir ce qu'il est possible d'envisager sur le plan politique pour échapper à cette situation de blocage. Dès lundi soir, nombreux étaient ceux qui, à Bruxelles, excluaient, parce que politiquement suicidaire et risquant de provoquer une régression désastreuse pour la construction européenne, les deux solutions juridiques

acceptables qu'offre la situation actuelle : soit le *status quo*, c'est-à-dire l'application du traité de Rome et de l'Acte unique, en oubliant Maastricht, l'Union économique et monétaire, la politique étrangère et de sécurité commune ; soit la renégociation des accords de Maastricht, formule déjà écartée lors du sommet de La Rochelle par MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, comme ne pouvant conduire qu'à l'enlisement et à une nouvelle impasse.

Selon ces observateurs, il n'y a pas de solution alternative à la poursuite, dans chacun des onze pays partenaires du Danemark, des procédures de ratification des accords de Maastricht ; à charge pour leurs services juridiques de trouver un habillage capable de

« tenir » en cas de contestation, par exemple devant la Cour de Justice de Luxembourg. L'Union entrerait ainsi en vigueur à onze (le 1^{er} janvier 1993) et le Danemark n'aurait d'autre choix que de négocier un arrangement réglant ses relations à venir avec l'Union. Le président Mitterrand et le chancelier Kohl n'ont-ils pas d'ailleurs déjà clairement indiqué leur volonté, à La Rochelle, d'aller, quoi qu'il arrive, de l'avant.

La Suède maintient sa candidature

Un tel scénario, même s'il paraît le plus vraisemblable, implique que des obstacles juridiques tout à fait considérables soient surmontés. Et cela suppose que, dans chacun des

Onze, les forces politiques favorables à la politique de Maastricht parviennent à acquiescer une marge de manœuvre suffisante par rapport à leurs « euro-sceptiques ».

Une telle évolution est apparemment perçue comme probable dans des capitales extérieures aux Douze : dès mardi soir, le premier ministre suédois a annoncé que le vote danois ne changerait rien pour son pays, et qu'il maintenait sa candidature à l'adhésion à la Communauté. Il y a de bonnes raisons de croire que la Finlande suivra bientôt une voie analogue.

Quelle que soit l'issue de ce débat, il est bien évident cependant que le cataclysme qui vient de survenir va troubler pendant un certain temps le débat européen. On peut penser en particulier que le

conseil européen qui doit se tenir à Lisbonne à la fin du mois sera essentiellement consacré à passer ces plâtes. On devine que le moment n'est pas particulièrement opportun pour engager, comme c'était prévu, la réflexion à douze sur les modalités des futurs élargissements de la Communauté.

En revanche, si, comme c'est probable, les Onze décident d'aller de l'avant, le contretemps danois devrait les conduire à envisager avec plus de détermination et plus de sérieux qu'ils n'en ont jusqu'ici manifesté la mise en œuvre de Maastricht et en particulier celle de la politique étrangère commune. L'accroc danois est un sérieux avertissement.

PHILIPPE LEMAITRE

Londres : consternation au gouvernement jubilation chez les « eurosceptiques »

LONDRES

de notre correspondant

Les résultats du référendum danois ont provoqué des réactions contradictoires en Grande-Bretagne : alors que le gouvernement et la majorité des parlementaires de l'opposition travailliste ne cachent pas leur consternation, les « eurosceptiques » du Parti conservateur exultent.

Le laconisme de la réaction du porte-parole du premier ministre — qui « évalue » les conséquences de la situation — ne peut cacher la consternation qui régnait, mercredi 3 juin, à Whitehall, après le résultat négatif du référendum danois : le gouvernement de M. John Major s'était fermement engagé en faveur de la ratification parlementaire du traité de Maastricht, au prix d'une division au sein du Parti conservateur.

L'accroc danois à la règle communautaire relance cette bataille politique, dont la première manche a été facilement gagnée il y a huit jours, lorsque la Chambre des communes a approuvé en première lecture le projet (le *Monde* du 23 mai). Le retour du texte devant les parlementaires, pour un examen détaillé qui devait commencer mercredi, paraissait, dans la matinée, incertain.

Lors du premier examen du texte, vingt-deux « rebelles » du Parti conservateur et soixante-six du Parti travailliste avaient manifesté leur hostilité au projet gouvernemental (les seconds parce que celui-ci ne prévoit pas la signature britannique sur les dispositions « sociales » du traité). Ces contestataires se voient confortés dans leur opposition par la décision danoise. Les conséquences politiques sont évidemment plus graves pour les conservateurs que pour le Labour. M. Major s'est, notamment, démarqué de son incommode prédécesseur, M^{re} Margaret Thatcher, par une approche plus positive des affaires européennes, en soulignant à de nombreuses reprises qu'il voulait placer la Grande-Bretagne « au cœur de l'Europe ».

La « Dame de fer », dont on sait qu'elle était hostile au traité de Maastricht, n'aura pas besoin d'encourager ses partisans à relancer la querelle européenne. Mardi soir, ces derniers ne cachent pas leur euphorie. M. Norman Tebbit, ancien président du Parti conservateur, qualifiait ce résultat de « très

bon », ajoutant qu'il « sauve la Communauté d'un désastre ».

Il exhortait le gouvernement à retirer le texte de l'ordre du jour des Communes, tandis que Sir Teddy Taylor, chef de file des « eurosceptiques », parlait de « glorieuse nouvelle pour la démocratie », estimant que le projet de ratification était « mort ». Le même scénario se répète chez les « rebelles » travaillistes. M. Peter Shore soulignant notamment que le gouvernement ne pouvait plus faire ratifier le texte.

La crainte d'une consultation populaire

Les uns et les autres relancent l'idée d'un référendum britannique, une possibilité fermement repoussée, dans le passé, par M. Major. Si le texte poursuit, comme il est probable, son chemin parlementaire, il n'est pas impossible que l'on assiste à une sorte d'union sacrée entre « rebelles » conservateurs et travaillistes pour demander, par voie d'amendement, l'organisation d'un référendum. Or le gouvernement souhaite éviter toute modification du projet, dans la mesure où une altération de celui-ci pourrait aboutir au même résultat que le vote hostile du Danemark.

M. Major aurait des raisons de craindre une consultation populaire : de la monnaie unique à l'accroissement des pouvoirs de la Commission de Bruxelles, de la suppression des frontières à l'imposition d'une semaine de travail de quarante-huit heures, les Britanniques auraient bien des motifs pour imiter les Danois.

La Grande-Bretagne, qui assumera la présidence de la Communauté à partir du 1^{er} juillet, souhaitait consacrer ce mandat aux projets d'élargissement de la CEE (le *Monde* du 3 juin). A la place, il est probable que M. Major — qui devra compter avec les surenchères des « eurosceptiques » — aura à démentir l'écheveau communautaire si la situation ne s'est pas éclaircie d'ici là. Le premier ministre britannique va tenter, dès vendredi, d'envisager les conséquences du rejet danois lors de sa rencontre, à Bonn, avec le chancelier Kohl. Leurs conversations étaient déjà placées sous le signe des rudes de la construction européenne, avec les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'avion de combat européen.

LAURENT ZECCHINI

Dans le cadre de la fête de la poésie 1992 :
EXPOSITION DE L'ŒUVRE POÉTIQUE DE JACQUES-FRANÇOIS DUSSOTTIER
(Prix Rimbaud 1991 - Prix Guillaume Apollinaire 1991)
(13 et 14 juin 1992 - (14 h à 17 h)
Hall de l'Hôtel de Ville, avenue du Maréchal-Mortier, 94510 La Queue-en-Yvelines

Arrêtez les frais !



TELSAT CAMERIS

Le système de visioréunion qui vaut le déplacement

Billers d'avion et de train, taxis, hôtels, restaurants...



Ces frais représentent un coût important pour les sociétés à implantations multiples, sans compter les journées entières, perdues pour des réunions de une ou de deux heures !

réunion audio-véo entre deux sites distants, immédiatement et seulement pour le temps nécessaire. Une simple salle de réunion, un seul



accès de base Numéris, et vos réunions ne vous coûtent que quelques centaines de francs !

Pour plus d'informations :

NUMERO VERT 05 03 50 36

APPEL GRATUIT



UN MONDE NOUVEAU SE CRÉE TOUS LES JOURS

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

Les députés ont adopté le projet de loi sur l'élimination des déchets

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mercredi 3 juin, le projet de loi présenté par M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement, relatif à l'élimination des déchets. Les groupes PS et PC ont voté pour, le RPR, l'UDF et l'UDC se sont abstenus.

Des cages, des cartons, des bouteilles, des bidons, c'est « l'Europe des poubelles ». Des chiffres impressionnants : une production nationale de plus de 20 millions de tonnes d'ordures ménagères chaque année, soit quasiment un kilo par jour et par habitant ; 18 millions de tonnes de déchets spéciaux ; 150 millions de tonnes de déchets industriels ; près de trente mille décharges sauvages, et six mille sept cents décharges à supprimer avant le 1^{er} juillet de l'an 2002. L'imagination, en la matière, n'a pas de limite. « Imaginons qu'on charge les 500 000 tonnes de déchets journaliers sur des camions de 25 tonnes : il faudrait vingt mille camions, qui formeraient une file

de 200 kilomètres. Pour prendre une autre image, on pourrait édifier sur la place de la Concorde un tour qui, poussant de 90 mètres par jour, serait en trois jours le plus haut monument de Paris », a affirmé M. Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. « Nos concitoyens expriment une conscience écologique nouvelle », a ajouté le rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Michel Destot (PS, Isère).

Le projet de loi, dont les principes avaient été posés par M. Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, en janvier dernier, et que son successeur, M. Ségolène Royal, a défendu avec opiniâtreté, tard dans la nuit, à quelques heures seulement de son propre départ pour la conférence de Rio-de-Janeiro, vise à renforcer l'organisation de l'élimination des déchets, en en limitant les transports, notamment d'un pays à l'autre, en renforçant le dispositif pénal et en créant de nouveaux moyens sur le plan financier. La

mesure la plus spectaculaire prévoit une nouvelle taxe de 20 francs par tonne de déchets mis en décharge, qui sera perçue par la nouvelle Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et dont le produit est évalué à 350 millions de francs.

Au terme d'une longue discussion générale, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements visant à renforcer le droit à l'information des citoyens sur les effets, en matière de santé publique et d'environnement, des opérations de collecte, transport, stockage et traitement des déchets. Soucieux d'organiser un partenariat entre les collectivités, les industriels, et l'Etat, le gouvernement a tenu cependant à conserver ses prérogatives pour l'élaboration, au niveau départemental ou régional, des plans d'élimination des déchets. Enfin, sur le plan financier, il n'a pu s'opposer à un amendement de M. Michel Barnier (RPR, Savoie), qui introduisait un système de péréquation de la taxe professionnelle, limitée à 5 %, entre les communes où sont situés des établissements produisant des déchets et

celles où sont entreposés ou traités ces déchets. Pour l'auteur d'un volumineux rapport sur l'économie de l'environnement - remis au président de la République en 1990 (1) - il s'agissait, par ce moyen, d'inciter les élus locaux à accueillir dans leurs communes des centres d'enfouissement ou de traitement des déchets.

Mais après avoir jugé qu'il ne serait guère « courtis » vis-à-vis du ministre du budget d'introduire dans le texte un dispositif financier aussi précis, M. Ségolène Royal est parvenue à convaincre le groupe socialiste d'adopter, en seconde délibération, un nouvel amendement gommant celui de M. Barnier et instituant sans autre précision un système de péréquation, à charge pour le Quai de Bercy d'en définir lui-même les modalités.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Chacun pour tous. Le défi écologique, de Michel Barnier. Editions Stock, 1990. 320 pages, 98 F.

La rencontre entre M. Brice Lalonde et M. Antoine Waechter

Les Verts et Génération Ecologie ont dressé le constat de leurs divergences et de leurs convergences

Au cours de la deuxième réunion consacrée à l'examen de leur stratégie politique en vue des prochaines échéances électorales, les députés de Génération Ecologie et des Verts, conduites respectivement par MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter, ont dressé, mardi 2 juin à Gentilly (Val-de-Marne), la liste de leurs convergences et de leurs divergences. Les chefs de file des deux mouvements écologistes sont notamment convenus de se rendre ensemble à Rio-de-Janeiro, au Sommet de la planète Terre, et de prendre, dès les prochains jours, une initiative commune pour manifester leur opposition à l'éventuel redémarrage du surgéneur de Creys-Malville (Isère). Les Verts et Génération Ecologie sont également tombés d'accord pour condamner l'attitude de l'Europe, et singulièrement celle de la France, par rapport à la création d'une « éco-taxe » liée au rejet dans l'atmosphère de dioxyde de carbone et conditionnée par la commission européenne à son acceptation par les Etats-Unis et le Japon (le Monde daté 24-25 mai). Les deux mouvements veulent enfin relancer le débat sur le mode de scrutin aux élections législatives, dont dépendent non seulement leur entrée au Parlement, mais aussi leur capacité à s'inscrire durablement dans le paysage politique.

Il y a beaucoup plus de convergences que de divergences entre nos deux mouvements », a déclaré M. Waechter à l'issue de la rencontre. « Je suis d'accord sur tout avec lui », a ajouté M. Lalonde d'un ton badin.

L'ancien ministre de l'environnement, qui affirme ne pas vouloir « perdre trop de temps avec les Verts », attache, en effet, beaucoup moins d'importance à ces rencontres que son rival. Une fois parvenu à un rapprochement minimal, il espère ainsi avoir les coudées plus franches pour travailler à « l'alliance bleu-vert » qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux. M. Waechter, en revanche, entend vérifier que, dans les domaines qu'il juge essentiels, les deux mouvements pourraient adopter à l'avenir des positions communes. Ce n'est qu'à cette condition qu'il envisage pour la suite, et sous réserve de ratification de cette nouvelle ligne politique par le prochain conseil national des Verts, les 13 et 14 juin, d'aborder la discussion sur la tactique électorale. En tout état de cause, les deux mouvements espèrent toujours parvenir à un accord programmatique avant la mi-juillet. La prochaine réunion aura lieu le 17 juin, au siège de Génération Ecologie.

J.-L. S.

► Lire également notre page Débats : « Ecologie et politique ».

► Au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. — Après la démission, le 22 mai, des treize présidents de commission UPF et Energie Sud élus avec les voix du Front national (le Monde daté 24-25 mai), le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a procédé à leur remplacement, les 1^{er} et 2 juin. Huit UDF et cinq RPR ont été élus, Energie Sud et le PC refusant de prendre part au vote.

Le groupe socialiste se prononce pour le plan d'épargne par actions

Le groupe socialiste s'est prononcé par un vote, mardi 2 juin, en faveur du projet de loi sur le plan d'épargne par actions (PEA), soumis mercredi à l'Assemblée nationale. Ce texte, qui crée de nouvelles exonérations fiscales afin de favoriser l'épargne longue en actions, suscite toutefois des réserves chez certains députés, qui l'estiment « politiquement inopportuniste » (le Monde du 29 mai).

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, agacé souverainement M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS. Depuis la nomination - très appuyée par M. Fabius - de M. Pierre Bérégovoy à Matignon, le premier secrétaire du PS se montre très attaché à défendre l'unité et la solidarité du parti et du groupe à l'égard du gouvernement. Ce souci d'« harmonie » majoritaire, qui le conduit à intervenir régulièrement devant les députés, est mal perçu par certains d'entre eux, dont M. Emmanuelli, qui ne voit dans les exhortations à la solidarité de M. Fabius qu'une volonté trop affirmée de mettre tout le monde au pas. D'autant, observent-ils, que cette exigence de solidarité ne s'était guère imposée aux amis de M. Fabius et à lui-même à l'égard des deux premiers ministres précédents, M. Michel Rocard et M. Edith Cresson.

Après le débat houleux provoqué par la taxe départementale sur le revenu (TDR), ce sont les critiques renouvelées de M. Emmanuelli, devant les instances du groupe et

dans la presse, sur le plan d'épargne par actions, qui ont donné lieu, mardi, à un nouvel échange peu amène entre les deux hommes. Intervenant après M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, qui était venu présenter le projet de loi devant les députés socialistes en reconnaissant qu'il ne pouvait prétendre au label « produit PS », M. Emmanuelli a affirmé que ce texte est « politiquement inopportuniste » parce qu'il favorise les gros épargnants, qui ne sont pas la « clientèle du PS ». Le président de l'Assemblée nationale a en outre exprimé de sérieuses doutes sur les effets attendus du PEA en faveur de l'investissement en France et, en particulier, de celui des petites et moyennes entreprises ou industries.

« Jouer contre son camp »

Dans ses critiques, M. Emmanuelli a été rejoint par quelques députés, dont MM. Guy Malandain et Alain Vidalies, qui ont indiqué que le PEA était « injustifiable » devant les électeurs. Tout en reconnaissant que l'« affichage socio-politique » du projet n'est pas évident, MM. Jean-Paul Panchou, porte-parole du groupe socialiste, et François Hollande se sont déclarés pour leur part favorables au PEA moyennant des « aménagements » et notamment un renforcement de la fiscalité des SICAV monétaires. Seul à placer le débat sur un terrain purement politique, M. Alain Richard, rapporteur général du budget, a appelé ses collègues à la modération, en soulignant qu'au lendemain du vote d'une

motion de censure ce n'était « pas le moment » de fuir à la solidarité. Sans citer explicitement M. Emmanuelli, M. Fabius s'est indigné d'apprendre « par la presse » l'opposition de certains députés PS au plan d'épargne par actions, en les accusant de « jouer contre leur camp ». Ironisant sur la « propension » des socialistes « à dénigrer, à contester et à vider de son sens un texte que l'on va finalement voter », M. Fabius a souligné que cette attitude entaîrait « la crédibilité du groupe et du PS ». A l'adresse directe de M. Emmanuelli, qui croise également le fer avec lui à l'occasion de la rédaction du projet du parti, M. Fabius s'est exclamé : « Il n'y a pas des socialistes qui sont très à gauche et d'autres qui le sont moins ! »

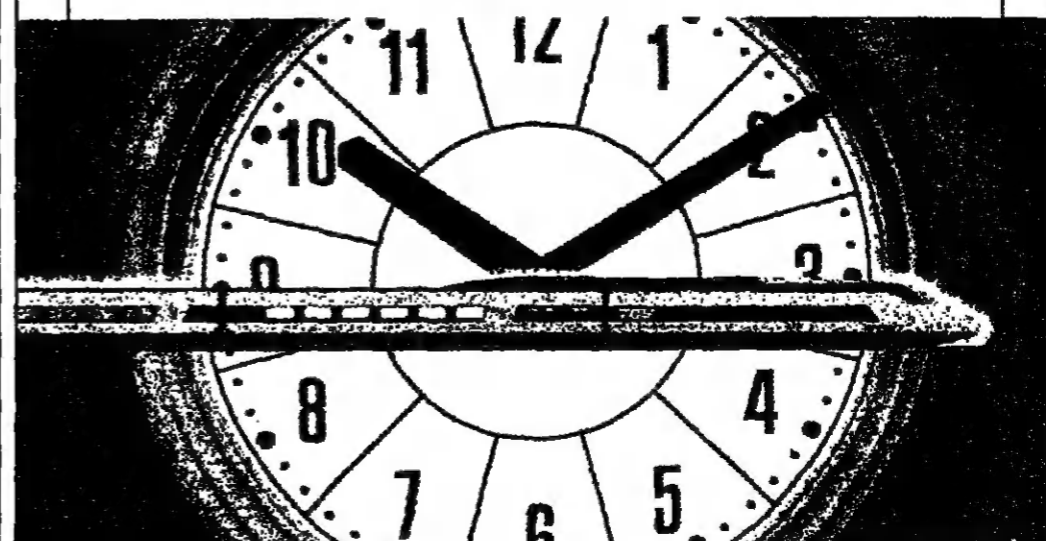
Le président de l'Assemblée nationale a vivement réagi à ses propos en rappelant à M. Fabius qu'un « député de gauche doit garder sa capacité à exprimer son opinion ». Les réunions de groupe sont là pour permettre le débat, a-t-il ajouté, ce qui ne remet pas en cause, selon lui, la discipline de vote que les députés doivent lui faire respecter.

A la demande de M. Emmanuelli, le texte a été soumis à un vote interne au groupe. Seuls quelques députés, dont MM. Julien Dray, Vidalies et Malandain, l'ont suivi en se prononçant contre le projet, qui a été adopté à une confortable majorité. M. Jean Anroux, président du groupe, a toutefois indiqué, au cours d'un point de presse tenu à la sortie de la réunion, que les députés allaient suggérer au gouvernement de prendre des mesures en faveur de

l'épargne populaire, notamment les fonds salariaux. Sans attendre le projet de loi de finances pour 1993, M. Hollande devait déposer des amendements en ce sens pendant le débat. Les députés ont en revanche renoncé à amender le texte pour compenser les avantages fiscaux accordés à l'épargne en actions par une limitation de ceux concédés aux SICAV monétaires, avec l'espoir que leur attitude raisonnable déciderait le gouvernement à faire lui-même des propositions en ce sens pendant la discussion à l'Assemblée.

PASCAL ROBERT-DIARD

Paris - Nantes en TGV,
1h 58' d'un centre ville à l'autre.
Qui dit mieux ?



Le confort à 300 km/h.

TGV

* Meilleur temps de parcours en 3 h 05, 1992.
Conditions de circulation : renseignez-vous dans les gares,
agences de voyages et par télécopie 3015 SNCF.

SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

Pour comprendre
enfin le Monde.

L'essentiel
de l'actualité
clairement
expliqué :
l'actualité
pour comprendre,
comprendre
l'actualité.

Chaque
jeudi,
8 Frs.

LES CLÉS DE
l'actualité
Le 1^{er} hebdomadaire d'actualité pour les 14/18 ans.

MILAN PRESSE

entretien

Des adolescents font leur « bilan de savoir »

s'il renvoie massivement à une catégorie sociale, colaire s'inscrit d'abord dans une histoire individuelle

programme MBA de l'Université Dallas s'installe à Paris.

Cette année, après une "summer session" de cinq semaines à Paris, les participants suivront les cours à Dallas d'Août à Avril, à l'issue desquels obtiendront le diplôme MBA.

Le programme s'adresse aux diplômés de l'enseignement supérieur, et cadres désireux de suivre une formation de haut niveau en management.

roulement du programme :
"summer session" à Paris :
22 Juin au 2 Août 1992
European Certificate
International Management
Cours à Dallas :
31 Août au 30 Avril 1993
Le diplôme MBA délivré par University Dallas

Informations/Admissions :
University of Dallas in Paris
I.F.A.M.
1 rue Copré - 75015 Paris
(1) 47 34 38 23
(2) 47 05 74 75

هكذا من زيل ميل

• Le Monde • Jeudi 4 juin 1992 17

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Après avoir supprimé 2 181 postes de travail

Michelin recrée 140 emplois à Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Devant les représentants de la presse clermontoise, M. François Michelin a rompu avec son image d'homme discret, pour commenter la création de 140 emplois dans la capitale auvergnate. Il a tenu à commenter lui-même l'annonce de la création de 140 emplois dans la capitale auvergnate, affirmant que c'est un succès pour la firme, qui supprime actuellement 432 emplois.

Les emplois créés à Clermont-Ferrand le sont pour cinquante d'entre eux dans une nouvelle unité de production de pneus tout-terrain. Les quatre-vingt-dix autres sont dus, paradoxalement, à l'auto-

matisation de l'une des usines clermontoises, la Société d'Équipement de Transformation des Gravanches. Cette automatisation impose un travail en continu.

« Nous n'avons eu aucun problème avec le personnel, auquel nous avons offert des avantages compensatoires du travail hebdomadaire effectif de trente-deux heures », a précisé M. Michelin, pour qui cette initiative sera considérée comme une « expérience ».

Après le cinquième plan social qui a entraîné les effectifs de Michelin à 16 000 personnes à la fin de l'année, M. Michelin a exclu la mise en place d'un nouveau plan en 1992. En revanche, pour 1993, tout dépendra de la conjoncture.

JEAN-PIERRE ROUGER

Pour s'adapter à la baisse des ventes

Nissan réduit sa production de 30 %

TOKYO

de notre correspondant

Nissan Motor, le second constructeur automobile japonais, a annoncé mardi 2 juin une réduction de 30 % du nombre de véhicules qu'il produira au cours des deux prochaines années. Une décision qui se traduit par une réduction des heures de travail ainsi que des approvisionnements en pièces détachées. Nissan, qui a enregistré une baisse de ses bénéfices de 71 % en 1991, est le premier constructeur automobile à prendre des mesures aussi drastiques. Toyota s'est contenté, pour l'instant, de réduire de 20 % le nombre de modèles qui seront mis sur le marché en 1993. L'ensemble des constructeurs japonais réduira l'embargo en 1993 de plus de 20 %.

Au cours des treize derniers mois, les ventes d'automobiles ont régulièrement baissé au Japon - de 12,3 % en mai - franchissant pour la première fois la barre d'une décroissance de plus de 10 % depuis 1984.

Ph. P.

LOGEMENT

M^{me} Lienemann veut activer la loi Besson

Alors que le logement s'enfonce dans la crise, précairement la situation des populations les plus fragiles, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement, du cadre de vie, a réuni mardi 2 juin autour d'elle les acteurs de la loi Besson (coincés à l'Assemblée Nationale, Fondation Abbé Pierre, HLM) afin de dresser le bilan de deux ans d'application de la loi. Les grandes lignes de son action à venir en faveur des plus démunis.

Le premier axe de son action visera à accroître l'offre de logements en assurant la maintenance des logements existants, la lutte contre les villes, victimes des phénomènes de spéculation. Récemment, un rapport de M. Gilles Catoire, maire socialiste de Clichy (Hauts-de-Seine), mettait par exemple l'accent sur la disparition des logements sociaux qui jouaient, malgré les défauts, un rôle de régulateur. Le ministre a donc décidé de passer à la réhabilitation, un contrat entre un bailleur privé et un exploitant (HLM, collectivité locale ou association agréée) prévoyant que celui-ci réhabilite et gère un immeuble pendant deux ans. M^{me} Lienemann a également souhaité une meilleure mobilisation des contingents préfectoraux dans les HLM pour en réser-

ver une part à la sous-location associative ou aux baux glissants. Elle désire ouvrir des négociations avec les administrations et les entreprises publiques pour développer les baux emphytéotiques (à très longue durée) et pour utiliser les immeubles en déshérence.

Le deuxième axe de sa politique vise à améliorer l'efficacité du dispositif mis en place par la loi Besson : meilleur accueil des demandeurs, institution d'un service d'accompagnement unique, clauses types dans les statuts des immeubles agréés, les immeubles pour les locataires doivent être expulsés pour préparer leur logement.

Enfin, le ministre du logement entend mobiliser l'ensemble des partenaires, en particulier les collectivités locales, pour mettre effectivement les schémas départementaux d'accueil des gens du voyage, prévus par l'article 28 de la loi, en œuvre. Elle prépare deux textes : une loi relative aux préfectures de police et des décisions de justice ; un décret d'application pour l'aide aux personnes hébergées temporairement dans des personnes agréées.

F. V.

COMMUNICATION

Les journées de Médiaville

Les élus ne veulent pas d'exclus du câble

TOULON

de notre envoyé spécial

À l'ouverture de Médiaville, rendez-vous annuel du câble et du satellite qui a lieu du 2 au 4 juin à Toulon, de nombreux élus ont stigmatisé l'exclusion qui frappe certains sites. Pour redonner un élan à la télévision par câble, M. Jean-Marie Ransch, ancien ministre des P et T, aujourd'hui ministre délégué au commerce et à l'artisanat, a proposé la désignation d'un « missionnaire » du câble, interlocuteur privilégié des collectivités locales.

« Les câble-opérateurs n'ont pas fait leur travail. » Tous les élus n'ont pas eu le jugement abrupt de M. Ransch. Beaucoup partagent l'amertume de l'ancien ministre, maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), l'ont exprimé au cours de la journée de Médiaville. Il y a d'abord les abandonnés du câble, ces sites « gelés » comme Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ou Marnes-la-Vallée (Seine-et-Marne) dont les réseaux sont construits mais n'attendent d'hypothétiques exploitants. Il y a ensuite les élus de tous bords qui regrettent d'avoir été écartés des récentes négociations nationales, et notamment des accords entre câble-opérateurs et France Télécom (le 24 mai du 2 avril). Le président de l'Association des villes câblées, M. Marzillat

Gabillard, rapporteur du texte des accords quand ils permettent de baisser les prix et améliorer les services pour l'utilisateur. Mais l'adjoint au maire de Toulon, René Rostaing, qu'un effort de promotion de la séduction, de la part des opérateurs, pour augmenter le nombre de pénétrations. Car, beaucoup d'élus, le ne se justifie pas. M. Bernard Schreiner, ancien « Missionnaire câble » et député socialiste des Yvelines, affirme ainsi que « l'hôte d'honneur ne rentre pas dans l'image de la parole qui joue un rôle social ».

Ce qui est vrai à la ville est aussi vrai à la campagne. Beaucoup de communes rurales n'ont pas l'audiovisuel par câble, et les départements sont de plus en plus nombreux à intervenir pour coordonner et planifier ces efforts dans une logique de service public légitime par les moyens financiers, par l'équilibre ville-campagne et par leur rôle auprès des collèges d'enseignement. La loi de décentralisation ne prévoyait, dans ce domaine, aucun rôle pour les départements. En reprenant le flambeau du câble, des départements comme le Rhône ou l'Hérault luttent à leur façon contre l'exclusion géographique et sociale.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA



PAIEMENT DU DIVIDENDE ET ATTRIBUTION GRATUITE

L'Assemblée Générale des Actionnaires de BSN, réunie le 21 mai 1992, a décidé que chaque actionnaire pourra choisir le paiement du dividende (14,50 francs, hors avoir fiscal) en espèces ou en actions. Le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende, fixé à 90% de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée, diminuée du dividende, est de 1 023 francs. Ces nouvelles seront disponibles à partir du 30 juillet 1992. Le 1^{er} juin 1992, l'action BSN cotait 1 128 francs. Les actionnaires pourront exercer leur option du 1^{er} au 19 juin 1992 inclus.

L'attribution d'actions gratuites débutera le 10 juin 1992 et sera réalisée dans la proportion d'une action nouvelle pour dix actions anciennes ; les droits d'attribution seront comptés de la date. Les actions obtenues dans le cadre du paiement du dividende en actions bénéficieront également de l'attribution gratuite.

Chiffre d'affaires	66,1 milliards de francs	+24,9%
Bénéfice	3,91 milliards de francs	+26,4%
Bénéfice net (hors éléments inhabituels)	3,45 milliards de francs	+11,4%

Dividende net	14,50 francs
Dividende global (avant fiscal compris)	21,75 francs



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Pour plus d'information, composez le 3616 - CLIFF ou appelez le 05320323

Banque Générale du Luxembourg 1991

Chiffres consolidés en millions de	1991 LUF	1991 LUF	1991 ECU
Somme du bilan	515.301	599.281	14.354
Dépôts de la clientèle	354.423	379.708	9.095
Débiteurs	92.505	102.884	2.484
Fonds propres ⁽¹⁾ , provisions et capital emprunté	38.605	44.090	1.056
Cash flow ⁽²⁾	5.010	5.983	143
Bénéfice net	1.364	1.695	41

(1) après répartition

(2) bénéfice net plus dotations de l'exercice et provisions, après déduction des provisions

(31.12.91) 1 ECU = 41,75 LUF

La Banque Générale du Luxembourg a connu en 1991 une nouvelle année de croissance : la somme du bilan consolidé a progressé de 16 %, le bénéfice net consolidé de 24 %.

Active, pour les crédits que pour les dépôts, au service des familles et entreprises luxembourgeoises, la banque a notamment confirmé sa position de leader sur le marché luxembourgeois du leasing et du factoring par sa filiale Eurolease-Factor S.A. Par ailleurs, elle a commencé en 1991 la promotion de produits d'assurance-vie par sa filiale BGL-Vie S.A.

La banque a occupé une nouvelle fois le premier rang dans le marché des capitaux luxembourgeois, appuyée par son savoir-faire en ingénierie financière.

Sa désignation comme « Primary Dealer » en instruments de dette publique belge

consacré sa forte présence dans les marchés monétaires et obligataires.

La développement du private banking a été activement poursuivi.

Prestataire de services en faveur d'organismes de placement collectif, la banque a acquis la société anglaise « Northumberland Group Ltd », active dans la gestion administrative de produits financiers.

Un bureau de représentation a été ouvert en France ; établi à Metz, il concrétise les projets régionaux de la banque à la veille des échéances européennes.

Le ratio de solvabilité dépasse largement les normes requises à partir du 1.1.1993 et donne à la banque les assises nécessaires de son expansion.



BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG

Luxembourg - 27, rue de la Monnaie - L-2551, Tél. : 47 99-1 - Téléfax : 47 99-2
Zürich - Renweg 57 - CH-8023, Tél. : (01) 21 22 20
Frankfurt - Wilhelm-Leuschner-Straße 14/Ecke Mainkuststraße - D-W-8000, Tél. : (069) 26 17 14
Hong Kong - 3215-3217, 11th Floor, Jardine House, Tél. : 810 1111
Moscou - 5, rue Joffe - F-57000, Tél. : (87) 55 21 11
Milano - 7, Via Larga - I-20122, Tél. : (02) 58 30 75 63

Le rapport annuel 1991 est disponible en français, en allemand et en anglais

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Activité : + 0,4 % de l'indice composite en avril. - L'indice composite américain, calculé sur la base de douze variables économiques et monétaires, a progressé de 0,4 % en avril après une hausse de 0,4 % en mars et de 0,8 % en février, a annoncé mardi 2 juin le Bureau de l'économie nationale. Ce chiffre résulte notamment d'une légère amélioration des anticipations des consommateurs et d'une moindre croissance des demandes d'indemnités chômage. L'indice composite n'a pas cessé de monter depuis le début de l'année.

• Logement : + 1,3 % en avril. - Les ventes de logements ont progressé de 1,3 % en avril par rapport à mars alors que le précédent mois avait subi leur plus forte baisse depuis dix ans avec une chute de 15,9 %. Le résultat d'avril est très inférieur à la progression de 7 % qu'avaient envisagée les experts. Cependant, sur les quatre premiers mois de l'année, les ventes de logements sont supérieures de 21,1 % à celles de la même période de 1991.

مركز الامم المتحدة

elf gabon

Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 F CFA
Siège Social : Port-Gentil BP 554 (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 128 B

Avis aux actionnaires

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Libreville le jeudi 11 juin 1992, pour arrêter les comptes de l'exercice 1991 et sur l'affectation du résultat.

Le Président et le Conseil d'Administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'Assemblée Générale - notamment ceux résidant en France - et de manière générale toutes personnes intéressées, à une Assemblée d'information sur l'activité et les résultats de cette Société qui aura lieu le :

Jeudi 18 juin 1992 à 15 heures 30
(accueil à partir de 15 heures)

Auditorium de la Tour Elf (niveau -1)
2, place de la Coupole - Paris La Défense

Le Conseil d'Administration

**126 000
LECTEURS
du Monde
exercent une
PROFESSION
LIBÉRALE.
Le Monde
est leur
premier titre
d'information.**

(IPSOS 91)

Information SICAV

ORACTION Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV ORACTION sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le jeudi 2 juillet 1992 à 11 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris, principalement pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

Information SICAV

PROFICUS Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV PROFICUS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, sur première convocation, le mercredi 24 juin 1992 à 12 h 30, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire aura pour objet de modifier certaines dispositions statutaires dont notamment l'article 9 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des Titres de Créance Négociables, ainsi que l'article 27 relatif à l'affectation et à la répartition des résultats. En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le vendredi 3 juillet 1992 à 11 h 45, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le vendredi 3 juillet 1992 à 11 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Ordinaire aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992 et de décider le versement d'un dividende net de 83,47 F par action. La distribution est prévue le 4 juillet 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

REVENU-VERT Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV REVENU-VERT sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, sur première convocation, le mercredi 24 juin 1992 à 11 h 30, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire aura pour objet de modifier certaines dispositions statutaires dont notamment l'article 9 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des Titres de Créance Négociables.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le vendredi 3 juillet 1992 à 14 h 30, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le vendredi 3 juillet 1992 à 15 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Ordinaire aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992 et de décider le versement d'un dividende net de 22,50 F avec un crédit d'impôt de 0,16 F. La distribution est prévue le 18 juillet 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

Information SICAV

Information SICAV

DIEZE Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV DIEZE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, sur première convocation, le mercredi 24 juin 1992 à 10 h 30, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire aura pour objet de modifier certaines dispositions statutaires dont notamment l'article 9 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des Titres de Créance Négociables.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le jeudi 2 juillet 1992 à 16 h, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le jeudi 2 juillet 1992 à 16 h 30, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Ordinaire aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

UNIVERS-OBLIGATIONS Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV UNIVERS-OBLIGATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, sur première convocation, le mercredi 24 juin 1992 à 12 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire aura pour objet de modifier certaines dispositions statutaires dont notamment l'article 9 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des Titres de Créance Négociables.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le vendredi 3 juillet 1992 à 16 h, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le vendredi 3 juillet 1992 à 16 h 30, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Ordinaire aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

Information SICAV

Information SICAV

EURODYN Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, sur première convocation, le mercredi 24 juin 1992 à 10 h 30, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire aura pour objet de modifier certaines dispositions statutaires dont notamment l'article 9 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des Titres de Créance Négociables.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le jeudi 2 juillet 1992 à 10 h 30, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le jeudi 2 juillet 1992 à 11 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Ordinaire aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

Information SICAV

QUARTZ Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV QUARTZ sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, sur première convocation, le mercredi 24 juin 1992 à 10 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire aura pour objet de modifier certaines dispositions statutaires dont notamment l'article 9 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des Titres de Créance Négociables.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le jeudi 2 juillet 1992 à 14 h 30, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le jeudi 2 juillet 1992 à 15 h, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale Ordinaire aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

و كذا من الإيجال

• Le Monde • Jeudi 4 juin 1992

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE		
4^e ARRONDISSEMENT			5 P. DUPLEX			5 PIÈCES		
4 PIÈCES	15, rue des Écoles	8 000	121 m², 5/6 ^e	4, rue Edouard-Devid	+ 1 980	113 m², 1 ^{er} étage	743, rue du	+ 1 446
16 m², 2 ^e étage	SOLVÉ - 40-67-06-99	+ 1 702	Frais de commission	SOLVÉ - 40-67-06-99	14 275	de commission	SAGGEL - 48-08-80-38	
parking	Frais de commission	8 400						
7^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES			BOULOGNE		
43 m², 1 ^{er} étage	60, rue de Bourgogne	6 750	121 m², 1 ^{er} étage	80, bd	23 000	791, av. du	SAGGEL - 48-08-80-38	989
parking	SOLVÉ - 40-67-06-99	+ 3 453	Frais de commission	AGF - 44-86-45-45	+ 2 000	Frais de commission	SAGGEL - 48-08-80-38	3 636
180 m², 2 ^e étage	81, av. de la Bourdonnais	27 000		Frais de commission				
	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 752						
	Frais de commission	19 440						
8^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			NEUILLY-SUR-SEINE		
3/4 PIÈCES	28, bd Beaumarchais	5 400	3 PIÈCES	22, rue de Tocqueville	+ 1 980	1, rue du Général-Delanne	SAGGEL - 47-42-44-44	5 700
85 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 843	80 m²	CIGIMO - 48-00-88-88	12 000	Frais de commission	SAGGEL - 47-42-44-44	4 104
7 ^e étage	Frais de commission	4 878	Frais de commission					
possib. park.								
11^e ARRONDISSEMENT			18^e ARRONDISSEMENT			NEUILLY-SUR-SEINE		
8 PIÈCES	4, rue Mouffe	8 570	2 PIÈCES	110, rue Mercadet	602	185 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	3 800
94 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 843	59 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 240			
parking	Frais de commission	8 482	cave, parking	Frais de commission	3 275			
12^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			NEUILLY-SUR-SEINE		
43 m², 1 ^{er} étage	68-88, cours Vincennes	7 456	3 PIÈCES	74, rue Petit	6 010	100 m²	SAGGEL - 47-42-44-44	7 018
100 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 483	84 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 188	rez-de-chaussée	SAGGEL - 47-42-44-44	1 268
cave, parking	Frais de commission	5 306	cave, parking	Frais de commission	4 277			
3/4 PIÈCES	29, av. Ledru-Rollin	5 000						
95 m², 2 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 700						
cave, parking	Frais de commission	5 404						
4/5 PIÈCES	107, av. Michel-Bizot	100						
170 m², 1 ^{er} étage	CIGIMO - 48-00-88-88	+ 858						
balcon	Honoraires de location	6 102						
13^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			94 - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES	57, bd Auguste-Blanc	1 000	4 PIÈCES	74-80, rue de Buzoval	7 200	3 PIÈCES	CACHAN	5 400
50 m², 1 ^{er} étage	CIGIMO - 48-00-88-88	+ 1 000	111 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 600	78 m², 1 ^{er} étage	34, avenue Camot	+ 980
balcon, poss. parking	Frais de commission	2 919		Frais de commission	5 124	parking, cave	AGF - 44-86-45-45	3 843
15^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			SAINT-MANDÉ		
3/4 PIÈCES	17, rue de la République	8 410	PAVILLON 4 P.	LONGJUMEAU	6 847	95 m², 2 ^e étage	2, avenue Joffre	9 000
100 m², 1 ^{er} étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 843	122 m² + jardin	21, rue des Tamaris	+ 359,18	2 parkings	LOC-INTER - 47-45-15-58	+ 996
balcon, poss. parking	Honoraires de location	6 325		AGIFRANCE - 49-03-43-02	4 872,33	balcon	Frais de commission	
5/5 PIÈCES	8, place de Breteuil	200						
110 m², 200 m²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 000						
1 ^{er} étage	Frais de commission	19 000						
2/3 PIÈCES	5, rue Edmond-Roger	4 400						
82 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 818						
	Frais de commission	4 400						
2 PIÈCES	85, rue de la Fédération	252						
58 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 110						
parking	Frais de commission	4 456						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national ■ 1 688 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région ■ 630 000 appartennent ■ des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national ■ plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

LOCARE

LOC INTER
Transactions Tél. : 15 19 97

**PHENIX
GESTION**
AGF GROUPE DES
SOPHISTES
DE FRANCE

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

CLAUDE SARRAUTE

3. ~~1. 1/10/1960~~

هكذا من لا مبل

• Le Monde • Jeudi 4 juin 1992 27

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Claudia Cardinale dans « La Fille à la valise », de Valerio Zurlini (1981).

KPA

SOIXANTE? Quatre-vingts? Cent films? On ne sait pas. Claudia Cardinale est vivante, discrète, et belle, depuis longtemps déjà. Cela suffit. Elle traverse les « nanars », les chefs-d'œuvre, les pays, les années, avec un sourire inchangé. C'est une artisane, cette femme-là, elle fait son boulot, bien, au mieux, c'est tout. Avant d'être star, ou vedette, ou fantasme, ou reflet, elle est elle-même, attentive à entrer dans la peau des autres sans se renier, sans s'abaisser. Fille-mère, prostituée, princesse, ouvrière, sur l'écran tout lui est bon pourvu que celle qu'elle incarne lui soit proche un moment, qu'elle puisse lui accorder son estime avant de lui prêter son corps, son âme.

Il y a trente ans, elle répondait avec une grâce et une patience extrêmes à une interview sadique d'Alberto Moravia, manifestement fasciné par le phénomène Cardinale, par la timidité et l'assurance mêlées de cette jeune cavale. Première question : « Chère Claudia, je vais vous interroger, mais vous devez accepter d'être réduite à l'état d'objet. » Et elle, impassible : « Un objet comme cette table, ce fauteuil, ce livre? » « Bien, parfait, répliquait Moravia, un objet de votre sorte. » Suit un véritable interrogatoire de police, où Claudia doit fournir ses mensurations, la couleur de ses cheveux, de sa peau, la forme de son nez, de ses seins, de ses jambes, sa position pendant le sommeil, le contenu de ses rêves, la température de l'eau de son bain. Elle résiste à tout, n'étudie rien, réprime parfois un rire, tellement les procédés de l'inquisiteur sont odieux, puis se livre, au détour d'une phrase franche, sans complaisance : « Je ne sais pas si je suis vraiment belle. Je crois être étrange. » Ou bien : « Les spectateurs de moi une image énorme, imposante, majestueuse, monumentale, ça me plaît. Ça me plaît d'être vue comme je ne suis pas dans la vie. Dans la vie, je suis une fille ordinaire. »

Ordinaire, c'est vite dit. La Cardinale est quelqu'un de bien, voilà, et la beauté lui a été donnée en plus. A partir du 3 juin, la Cinéma-thèque française, colla-

CLAUDIA UNE FEMME CARDINALE

La Cinéma-thèque française, qui inaugure l'occasion la salle de Chaillot restaurée, rend hommage, à partir du 3 juin, à Claudia Cardinale. C'est elle-même qui a choisi, ou plutôt picoré, vingt et un films dans le magasin d'une carrière étonnamment éclectique. Des chefs-d'œuvre, des « nanars », des partenaires considérables, des rôles bouleversants, la Cardinale a tout vécu, tout traversé, avec une beauté inaltérée, la noblesse obstinée d'une grande artisane.

boration avec l'Institut culturel italien, lui rend hommage. Vingt et un films choisis par elle, avec, en apothéose, le 14 juin au palais Garnier, la projection d'une copie intégrale de « L'Étranger » (205 minutes, 20 minutes de plus que la version habituelle) du Guepard, de Luchino Visconti.

Le choix de Claudia est déjà un aven et une profession de foi, comme si elle disait : tout ce que j'ai fait n'est pas aimable, mais j'ai aimé tout ce que j'ai fait. On trouve des éclats de sa courte épopée américaine (les Professionnels, de Richard Brooks), les grands Bolognini (la Viaccia, où elle rendait fou le jeune Belmondo, ou Senilia, version italienne de la Femme et le pantin), un beau Comencini (la Storia, d'après Elsa Morante), la Tente rouge, évocation de l'expédition du général Nobile au pôle Nord par Mikhaïl Kalatozov, réalisateur. Quand passent les cigognes, avec Sean Connery, un Zampa de 1971 avec un titre à tiroirs, Bello Onesto Emigrato Australia Sposerebbe Compasana Illibata (Emigrant australien beau homme épouserait compatriote irréprochable), le poignant mélo

méconnu de Valerio Zurlini, la Fille à la valise, avec Jacques Perrin, Carionche, et Philippe de Broca, où elle est une splendide et tragique femme de cape et d'épée, et trois films de son mari, Pasquale Squitieri, dont l'Inferno Claretta, inédit en France, où elle apparaît sous les traits de la Potacci, maîtresse de Musolini.

Claudia Cardinale parle, sa voix rauque d'aubes enfumées, si délicieusement contradictoire avec sa netteté, sa santé. Elle ne dit rien de convenu, de banal, de narcissique. Une mémoire intègre, cette franchise, toujours.

De ses débuts : « Tout est arrivé par accident. J'étais accompagnée ma mère à une fête de charité, un voyage imprévu, et j'ai été choisie la plus belle Italienne de Tunis. Météore ! Alors le producteur Franco Zeffirelli m'a prise sous contrat, un contrat d'exclusivité à l'américaine, tout était contrôlé, ma vie, mon travail jusqu'à mes pensées. Je n'étais qu'une employée, une salariée. Ça a duré quinze ans, mais c'est sans doute un bien, je suis tellement lente... Et j'étais si mal à l'aise, au début. Je me sentais moche, un petit chat maigre, sans poils. Je n'étais qu'un compliment, je les avais tous mérités. Je ne me suis jamais considérée comme une jolie femme. »

De Visconti : « C'est le maître absolu, le tournant de ma vie. Je ne savais rien, il m'a tout appris. Sur son plateau, on avait peur de respirer, on était éperdu de respect, il savait anoblir le cinéma. Tout était si authentique, si réellement fastueux sur le décor du Guepard. Les brassées de fleurs fraîches, tous les jours, les vraies chandelles qui fondaient, qui sentaient bon, mon carnet de bal... Alain Delon prenait ma taille entre ses deux mains, et moi je souffrais dans mon corset, dans ma robe qui m'interdisait de m'asseoir. Belle ? Vous trouvez que j'étais belle ? Pourtant beaucoup de mes amis m'ont dit, à l'époque : ta carrière est finie, Visconti t'a enlaidie. Il s'est servi de mes défauts, c'est autre chose : il a accentué avec du maquillage mes cernes sous les yeux, redessiné mes sourcils à l'encre de Chine... »

De Fellini : « Il m'a utilisé à contre-emploi dans Huit et demi, il m'a demandé de devenir le rêve de Marcello Mastroianni, et ça a été un bonheur. Avec lui, on se sent le centre de l'univers, alors que c'est toujours lui qui tire les ficelles. Il n'y avait pas de scénario, mais des petits bouts de papier qu'il donnait au dernier moment. J'étais terriblement angoissée. Alors on parlait, on promenait, on parlait beaucoup, il me prenait la main, me disait : « Demain, on part pour la Turquie. Ce n'était pas vrai, mais je le croyais. »

De Zurlini : « C'est lui qui m'a donné ma première chance, en 1960, avec la Fille à la valise. Il a mis sur

moi, une petite inconnue, il m'a offert un personnage immense, qui ne me correspondait pas, et que j'ai eu énormément de mal à quitter, après. Pour lui, grâce à lui, je suis devenue ce pauvre petit chien qui recevait des coups de pied partout. Ce rôle, c'était un grand cadeau. Pourquoi Zurlini est-il ignoré ? Parce que c'était un homme très difficile, très dérangeant, très intelligent, et qui faisait peser son intelligence sur les autres. Je ne me déplace pas - moi qui voyage beaucoup et ai accepté quantité de films pour l'unique raison qu'ils me permettaient d'explorer de nouveaux paysages - sans un très beau, et très lourd, tableau que Zurlini m'a offert, une madone médiévale... »

De John Wayne : « Sur le plateau du Film Grand Cirque du monde, de Henry Hathaway, il m'a adoptée. Il a pris ma toute petite main dans sa grande main et m'a donné le bol dans lequel il buvait son café et son grand fauteuil western, tout en cuir, qui me suit désormais, à tous les tournages, comme un talisman. Dans ce film, il y avait aussi Rita Hayworth, mon idole. Je l'ai connue trop tard, elle était déjà malade, diminuée. Elle s'asseyait devant un miroir, et disait : « Un jour, j'ai été belle. » Un genre de choses qui te tue. »

De difficultés : « Elles ne m'ont jamais fait peur. J'adore l'aventure. Avec les Professionnels, j'ai été servie. Richard Brooks était un formidable et insupportable. Un s'est retrouvé en plein désert, dans la vallée de la Mort, dans la vallée du Feu. C'est que Burt Lancaster m'a fait un énorme compliment : « On ne dirait pas que tu es une femme. »

» Même atmosphère, en pire, sur Fitzcarraldo, avec Werner Herzog, en Amazonie. J'étais dans un coin perdu au milieu de nulle part, ça puait, il faisait 50° à l'ombre, Werner a éclaté en sanglots en disant : « Mon rêve se réalise. » Comédiens, techniciens tombaient comme des mouches, Werner me suppliait : « Ne bouge pas, si tu bouges, ils craquent tous. » Je n'ai pas craqué, moi. »

De Hollywood : « C'était le mode de faire venir des européennes qui avaient du succès, des produits exotiques. J'ai signé un contrat de trois ans à la fois, je n'y ai jamais résidé que six mois à la fois. On me louait des somptueuses, la villa de Liz Taylor, celle de Paul Newman, j'avais des limousines longues de 10 mètres. Faut rigoler, ça. Quand je vois aujourd'hui certaines jeunes comédiennes les marches, au Festival de Cannes, croyant que c'est arrivé, j'ai envie de leur dire : on n'est jamais arrivé, nulle part. »

DANIELE HEYMANN

CINÉMA	28
La saga Coppola	
OPÉRA	29
« Wozzeck » au Châtelet	
PORTUGAL	30 et 31
Voyage au cœur du théâtre	
ROCK	38
Guns N'Roses à Vincennes	

(2) American Zoetrope fut, en 1971, la première des diverses tentatives du réalisateur de créer sa structure en rupture de Hollywood, avec chaque fois « Zoetrope » comme mot-talisman.

OPÉRA

« WOZZECK »
revient au Châtelet

L'OTELLO DES TEMPS MODERNES

Plus que Berg lui-même, ses commentateurs se sont appliqués à présenter « Wozzeck » comme une rupture radicale dans l'histoire du drame chanté, comme l'opéra de la modernité. Ainsi que le démontreront les représentations dirigées par Daniel Barenboim, mises en scène par Patrice Chéreau (1), qui débutent ce mercredi 3 juin au Théâtre du Châtelet, l'œuvre peut s'écouter bien différemment aujourd'hui. On peut même l'inscrire dans une généalogie qui comprendrait l'Italie de Giuseppe Verdi.



Toni Blankenheim.
Wozzeck à Hambourg en 1953.

« Un jour surgira une œuvre véritable. Elle sera tellement orientée vers l'avenir que l'on pourra parler, en vertu de sa seule existence, d'un « évolution de l'opéra ». Evolution, et non révolution. Alban Berg semble n'avoir jamais utilisé le terme de rupture pour parler des ouvrages lyriques de son temps, même pas à propos d'Erwartung ou de la Main heureuse de son maître Arnold Schoenberg, cet aîné qu'il avait pourtant quelques années de mettre en avant. Est-il l'impression, en écoutant Wozzeck, son premier drame chanté, antérieur de douze ans à Lulu, de signer l'« opéra de l'avenir » ? Il semble que non. Tout juste si, dans la conférence qu'il prononça en 1929, quinze ans après avoir mis la première main à Wozzeck, il dit avoir voulu donner à l'écriture atonale sa première application « de dimensions inhabituelles » (Erwartung et à la Main heureuse n'exécdaient pas une demi-heure).

Il fallut attendre plus de vingt-cinq ans — les représentations des 2 et 3 mai 1953 au Théâtre des Champs-Élysées de la production de l'Opéra de Vienne dirigée par Karl Böhm — pour que la France découvrit Wozzeck. Deux ans plus tard seulement allait naître le Domaine musical. Et dans le sillage d'une avant-garde fortement influencée par la seconde Ecole de Vienne, soucieuse de souligner ses conquêtes et ses qualités, l'appréciation du premier opéra d'Alban Berg allait radicalement changer.

Pierre Jean Jouve et Michel Fano publièrent en 1953 un essai que l'on continue à beaucoup citer (2). La traduction par Jouve des extraits du drame de Büchner utilisés par Berg dans son livret y sont suivis d'un bref texte de présentation et d'une analyse musicale scène par scène.

On peut, certes, suivre le musicien et le romancier quand ils écrivent en préambule : « Sans doute n'y a-t-il nulle part, dans toute la musique dite moderne, de langage équivalent, de langage articulé avec autant de puis-

sance sur un drame passant. » Mais on a beaucoup plus de mal à acquiescer à leur péroraison : « Nous nous éloignons finalement de toutes les formules d'opéra antérieures. De la fonction d'illustration, au sens le plus fort, la Musique passe à la fonction de révélation par la métamorphose du sujet même. Le drame de Wozzeck présente bien un conflit de grande nature ; mais dans la Musique, le conflit parvient au sacré. C'est dans la Musique que le crime de Wozzeck devient rituel, que Marie sent son salut à la dernière heure, que la destinée de tout homme est lamento, et peut-être sauvée par une telle lamentation. »

La musique passant du rôle d'illustration à celui de révélation : n'est-ce pas le cas de tous les grands opéras, à quelque époque que nous nous situions ? Le crime ne devient-il pas ainsi rituel dans Elektra de Strauss, dans le Retour d'Ulysse de Monteverdi, dans Pelléas de Debussy que Wozzeck ? Le conflit d'opéra n'est-il pas aussi sacralisé par la musique de Mozart que celui de Fidelio par celle de Beethoven ? La destinée de tout homme n'est-elle pas « lamento » dans Castor et Pollux de Rameau, dans David et Jonathan de Charpentier, dans Orfeo de Monteverdi, dans Didon et Enée de Purcell, dans le Château de Barbe-bleue de Bartok, dans Katia Kabanova de Janacek ? Reste à savoir si, dans l'idiotisme même du premier opéra du Viennois, nous nous éloignons bien, comme l'affirment Fano et Jouve, de « toutes les formules antérieures ». S'il y a rupture. Révolution.

Dans la conférence prononcée en 1929, conférence que Berg prit soin d'assortir d'exemples musicaux, le musicien insistait sur le point qui l'avait le plus préoccupé pendant sa longue gestation de Wozzeck : comment articuler une grande forme « remplissant la soirée » de manière unifiée et cohérente, sans l'aide de la tonalité ? Ses « possibilités formelles » (son principal comme base de l'édifice et polarité, modulations comme possibilité de bâtir sans donner l'impression d'être à l'é-

rer) ? Ses solutions, nous les connaissons puisqu'elles n'ont cessé d'être utilisées, avec de plus en plus de précision et d'acuité, comme seule et unique clef analytique du chef-d'œuvre, qu'il s'agisse de l'ouvrage de Jouve et Fano ou du commentaire de Stéphane Goldet pour l'Avant-Scène Opéra (3). Résumons.

Le lien entre les scènes chantées, particulièrement lapidaires et coupées du dans Wozzeck, est assuré par des passages instrumentaux qui ne sont pas toujours comme des interludes (Berg fait allusion à Pelléas pour s'en démarquer) mais — conclusions et recapitulations — comme de véritables éléments syntaxiques. Simultanément, la dispersion devait être évitée dans la forme même des scènes chantées pour que le drame ne voie pas en éclat, que son action soit lisible. Berg s'est interdit d'écrire la transformation continue, l'irrésistible développement de l'écriture wagnérienne. Afin d'être à la fois concis et divers, il adopte donc pour chaque scène le schéma prédéterminé d'une « forme ancienne » — variations, rondo, scherzo, passacaille, fugue. Il s'emploie au surcroît à souder solidement ses trois actes les uns aux autres. En les agaçant « grosso modo » — l'expression est de lui — comme une forme sonate tripartite traditionnelle, les cinq scènes de la « péripétie » centrale étant équilibrées en amour par les cinq scènes du premier acte ou « exposition » et, en aval, par les cinq scènes de la « catastrophe ».

Il y a là, beaucoup l'ont remarqué, comme une croyance magique dans les garanties offertes à l'architecte lyrique par ces fameuses « formes anciennes ». Car est-ce bien sur la forme — appréciation de rapports de structures dans la durée — qu'il faut compter pour contrebalancer l'absence de tonalité ? La disparition de repères tonaux n'exerce-t-elle pas d'abord ses effets « son par son », par la difficulté dans l'instant que ressent l'oreille de l'auditeur à associer les hauteurs dans une logique harmonique ? Et ce flottement dans la perception des rapports d'intervalles ne signifie-t-il pas, comme par compensation, une attention plus soutenue au timbre, au rythme, aux dynamiques, à l'« allure » générale de l'écriture, à sa symbolique ? Des figures, des ronds, des passacailles, soit. Mais est-ce vraiment ce que nous entendons, ce que nous écoutons dans Wozzeck ?

Ne sommes-nous pas d'abord sensibles à une écriture vocale mi-parlée, mi-chantée qui bouscule les conventions de l'opéra romantique sans les détourner tout à fait ? Une écriture orchestrale extrêmement théâtrale, ponctuée d'effets géniaux (le chœur des soldats endormis à bouche fermée, les effets d'effiloquement, de martèlement, les énormes crescendos, la musique dans la musique comme dans Don Giovanni), effets que n'auraient pas reniés pour leur efficacité dramatique au premier degré les vieux routiers de l'opéra de papa. Pour ne rien dire du dernier tableau qui, symbole d'éternel recommencement dans la misère, évoque si fort le retour de l'innocent à la fin de Boris.

Berg nous informe d'ailleurs, en détournant de sa causerie, qu'il « ne s'est pas limité à ces formes plus ou moins anciennes », qu'il a également eu recours « à des formes nouvelles [...] des principes fondés par exemple sur une note, un rythme, un accord ». Alors pourquoi tant d'insistance, tant à l'égard de données musicales que même les anciens « sériels » considéraient désormais pour eux-mêmes comme la cuisine du métier ?

Pierre Boulez, qui dirigea en 1963 au Palais Garnier un Wozzeck mémorable, définit ainsi (4) la ligne de conduite face à ce qu'il appelle « le secret » de cet opéra : « Berg était particulièrement fier d'avoir un conciliabule musical et force dramatique ; mais il ne voulait nullement passer pour pédant ou académique... D'où ce surcroît de précautions dans ses propos ! Je crois, pour ma part, devoir les transcrire à peu près ainsi : si vous perspicace, vous connaîtrez si bien et les aurez si bien assimilés que vous remarquerez qu'ils sont une seule et même chose avec l'expression dramatique ».

Il reste pourtant à écrire une analyse de Wozzeck qui tienne compte plus directement des réalités physiques comme du symbolisme immédiat de la musique de Berg (un changement de perspectives qui équivaudrait à celui qu'un Boucrouche a opéré envers l'œuvre de Beethoven). Qui ose rattacher la dramaturgie du Viennois au passé de l'opéra, pas seulement de langue allemande. Qui s'aventure par exemple à retrouver Otello derrière Wozzeck.

Wozzeck, simple soldat égaré dans son siècle, trucidé la femme qui l'a trompé au su et au vu de tous avec le Tambour-Major, coq de village, Chortoux général de l'armée vénitienne, le Maure Othello étouffe sa jeune épouse Desdémone pour avoir cru à tort qu'elle le trahissait avec le beau Cassio. D'un anagramme en un uniforme lustré, une réalité si oppressante qu'elle ne laisse plus place aux sentiments. De l'autre l'héroïsme, l'honneur, l'histoire, les grandes passions qui exultent ou terrassent. Verdi, pourtant, a fait dans Otello ce pas décisif vers le réalisme et la « désidéologisation » du héros que souligne parfaitement Gilles de Van dans un gros livre passionnant (5). Otello procédait en fait d'un « savant brouillage » installé par Shakespeare entre le vrai et le faux, entre « un plan réel dont nous ignorons tout » et « un plan fantastique construit par Iago ».

Le mari de Desdémone prend ainsi place aux côtés de Wozzeck dans la catégorie des héros (ou des anti-héros) aveugles, hommes purs dans une société malséante, jouets de manipulations dont ils ignorent l'objet — le docteur et le capitaine martyrisent Wozzeck à peu près comme Iago le fait d'Otello. Marie est coupable, Desdémone innocente ? Certes. Gilles de Van se demande si la blancheur immaculée et sans arrière-pensées de la jeune Vénitienne n'est pas aussi due, sous la plume d'un librettiste aussi décadent que Boito, aux rigueurs de la censure italienne. Une « dévotion » de doute subsiste en effet sur la réalité de ses rapports avec Cassio, en raison d'intraviesemblances temporelles dans le livret.

L'un et l'autre dominés par un obscur « pouvoir de désagrégation », Wozzeck et Otello montrent la même élection crucifiée à souffrir, à se laisser envahir par le désir, à tuer et à se tuer comme s'ils se dévotaient. A l'un et à l'autre, l'idée de meurtre vient par hasard. Ils répètent de pauvres mots insignifiants, obsessionnellement. Et ils ont l'un et l'autre la révélation de leur trahison dans des moments de grande animation cauchemardesque, qui les transforment en pauvres animaux éreintés, face à deux complices amusés, alliés (Wozzeck) ou non (Otello) pour les torturer. Sans oublier le pied de Iago sur le corps du grand lion terrassé, ni les coups de botte du Tambour-Major contre Wozzeck couché.

Mais Iago, tortionnaire d'Otello, appartient, direz-vous, sur le mode négatif à l'univers héroïque de grand opéra romantique. Alors que le docteur et le capitaine, bourreaux de Wozzeck, ressortissent du réalisme le plus sordide. Gilles de Van modifie les perspectives sur ce plan-là également. Il souligne ce que l'image satanique, méphistophélique de Iago doit à la fameuse scène du Credo, avec des grands scènes de confessions empathiques traditionnelles. Il rappelle que si Boito en avait eu l'idée, il décommandait, dans ses Dispositions scéniques, de représenter le traître, même dans cette scène, comme « un homme-démon ».

Quant à Verdi, poursuit Gilles de Van, il avait Iago un peu comme un... « jésuite ». Et précisait ainsi sa vision : « Si j'étais Iago et que je devais représenter Iago, je voudrais avoir un visage plutôt maigre et long, des lèvres fines, de petits yeux tout près du nez comme les singes, un front haut et fuyant et la tête développée vers l'arrière ; un comportement distrait, nonchalant, indifférent à tout, incrédule, plaquant, disant ne rien et le mal avec légèreté, comme s'il avait l'air de penser à tout autre chose que ce qu'il dit ; de telle sorte que si quelqu'un devait faire des reproches : « Tu dis, tu proposes des infamies », il pourrait répondre : « Vraiment ? ... je ne croyais pas... n'en parlons plus. »

L'absence banalité de la méchanceté. Büchner y avait déjà pensé.

ANNE REY

(1) Le titre Si tant est que l'opéra soit théâtre, Patrice Chéreau vient de publier ses Notes sur la scène de Lulu, spectacle désormais légendaire monté à Garnier en février-mars 1979. Petite bibliothèque Ombres, 45 F.

(2) Jean Jouve et Michel Fano : « Wozzeck » d'Alban Berg, Editions 10/18, 1953.

(3) Le numéro de l'Avant-Scène Opéra sur Wozzeck a été réédité, ainsi que celui sur Otello (90 F).

(4) Dans un article intitulé « Situation et interprétation de Wozzeck », publié dans Points de repère, Christian Bourgois éditeur, 1981.

(5) Gilles de Van : Verdi, un théâtre en musique, Fayard/Centre national des Lettres, 1992, 180 F.

Plácido Domingo. Otello à Londres en 1990.



LA MÉLANCOLIE DES ORPHELINS DE LA RÉVOLUTION

Pour la deuxième année, le Festival international de théâtre de Lisbonne reçoit, d'avril à juin, de nombreuses compagnies de divers continents. Parmi elles, le *Welter Group* de Willem Dafoe et Elizabeth LeCompte, le Théâtre du Radeau de François Tanguy, la *Schaubühne* de Berlin (« le Monde Arts et spectacles » du 23 avril). C'était l'occasion de visiter quelques-uns des principaux acteurs de la scène théâtrale portugaise. Ils ont tiré des bénéfices de la révolution du 25 avril 1974. Dans un pays en plein virage libéral, qui a vu le 1^{er} janvier la présidence de la CEE, les artistes ont le blues.



scène de facture hyperclassique et tragiquement élégante d'Artur Ramos, le Claude Santelli portugais, ancien élève de l'IDHEC à Paris à la fin des années 50, qui a réalisé pour la télévision portugaise de nombreuses dramatiques dans la tradition des... Buttes-Chaumont. Quand la télé à la botte de la dictature ne voulait plus de ce communisme – aux ronds et à la verve plutôt anarchistes, – il se rabatait sur la mise en scène de théâtre. Il est présent pour la première fois au Portugal. Oh! les beaux jours, de Beckett, l'Anniversaire, de Pinter, le Procès, de Kafka, et d'autres textes contemporains avec une compagnie indépendante dont l'héritage de son père lui permettra d'assurer la subsistance.

A Castro, présenté dans le cadre du FIT, est filmé par le même Artur Ramos et produit par la télévision publique. Dans le brouhaha d'un cocktail après la représentation, le metteur en scène et réalisateur se confie : « Le fait qu'une compagnie publique produise une pièce de théâtre est une singularité tout à fait exceptionnelle. C'est dans l'ordre de sa mission morale et culturelle. La télévision portugaise se doit d'accompagner la décentralisation et de marquer sa différence avec la télévision privée naissante. Cela dit, la création d'A Castro est un petit événement positif dans un cadre général qui suit une évolution négative : la culture portugaise est désormais soumise au mercantilisme, au mécénat. On assiste à la destruction des compagnies indépendantes. Le théâtre, comme le cinéma, la musique, la danse, a un réel besoin d'une politique concertée. Moins d'Etat dans l'art, c'est moins d'argent dans l'art, c'est moins d'art tout court. Il est insupportable de nous retrouver confrontés aujourd'hui aux vieux discours de l'artiste maudit qui est bon quand il souffre... »

João Grosso, interprète du rôle principal d'A Castro, est non seulement un acteur remarquable mais aussi un metteur en scène prometteur. Il a commencé, au sein d'une petite compagnie qu'il a créée et qui vit pour l'instant sans subventions, un travail de recherche sur le langage théâtral. Il connaît en ce moment au Portugal et au-delà un réel succès avec sa version scénique d'*Ode maritime*, de Fernando Pessoa. Brun, un visage long sur un corps mince, le regard féroce, l'expression passionnée, João Grosso s'inscrit « du peu d'orgueil des Portugais pour leurs propres textes, pour leur patrimoine dramaturgique ».

« Je ne comprends pas, dit-il, le complexe de ce pays, qui a toujours pensé que ce qui venait de l'extérieur était meilleur. Pourtant, les artistes d'ici créent des spectacles de qualité. Il faudrait que l'Etat trouve les moyens de faire circuler ces spectacles dans le pays. On montre ce que l'on fait quelques jours à Lisbonne et c'est fini, alors que l'énergie du spectacle est loin d'être épuisée. Il faut dire que le théâtre portugais a emprunté avant et après la révolution les voies du discours politique. Le public s'est lassé. Pourtant, il y a ici une forte tradition de théâtre, un art populaire et profondément enraciné dans les campagnes. L'actuel gouvernement ne paraît pas conscient des initiatives qui sont prises ici et là. Il voudrait attacher le théâtre aux intérêts du Parti social-démocrate, ce qui est contraire à sa



fonction. Le rôle du théâtre est en effet de dépasser ce qui est déjà accompli.

Retour à Lisbonne. Le meilleur exemple du virage imprimé à la politique culturelle est la présentation dans la capitale, sur la scène du très beau Théâtre national, d'une revue qui tient depuis presque un siècle, *Passa Por Mim no Rossio*. Une sorte de catalogue des revues traditionnelles portugaises, servies avec orchestre par une partie de la troupe permanente du théâtre, dans une mise en scène de Filipe La Féria. Ce quadragénaire est passé du théâtre indépendant, où il s'était bâti une réputation à la Jérôme Savary, entre humour et déglaisse, au théâtre quasi commercial. « C'est peu comme si la Comédie-Française affichait une opérette de Francis Lopez pendant une saison entière », dira amèrement un professionnel.

« Depuis la révolution, explique Ricardo Pais, qui ne se sentant pas soutenu par le gouvernement, a quitté la direction du Théâtre national il y a un an, le théâtre portugais a raté les occasions. Il souffre de nombreux maux : un lamentable manque d'écoles professionnelles, au point qu'on se demande comment ont pu apparaître autant d'acteurs remarquables, un manque de structures de production ; il n'y a pas de circuit commercial, pas d'imprésarios. La génération des années 70 est empiétée dans son discours contestataire, et la nouvelle génération, qui a rompu avec ce discours, a du mal à faire entendre sa voix. Le Portugal connaît pourtant des expériences très fortes mais excessivement isolées. L'Etat ne paraît pas vouloir surmonter ces difficultés pour continuer de tirer les ficelles de son propre pouvoir. Nous sommes pourtant dans un état de sous-développement qui devrait le conduire à tout repenser de zéro. »

Il est surprenant de voir à quel point les artistes portugais n'ont pas su, à la différence des artistes français ou espagnols, profiter d'années de gouvernement socialiste, propices à l'aventure culturelle. A Lisbonne, aujourd'hui, les grands théâtres sont devenus des cinémas ou des commerces, les acteurs la « scène révolutionnaire » vivent toujours dans leurs petites salles, comme avant ou presque. C'est le cas de Filipe La Féria, qui, malgré le succès de sa revue, nous a reçu dans son théâtre de poche, Casa da Comédia, dont aucun chauffeur de taxi n'a jamais entendu parler. C'est le cas aussi de Luís Miguel Cintra, dont le Théâtre Cornucopia, de 180 places, est excessivement difficile à dénicher dans une petite rue du Bairro Alto. C'est le cas encore de João Mota, dont le Théâtre Comuna, qu'il avait investi en squatter pendant la révolution, est coincé dans une vieille maison au bord d'une autoroute urbaine. C'est le cas enfin de la compagnie indépendante de João Brites, le Théâtre O Bando, qui s'apprête à partir pour Séville afin de représenter le Portugal à l'Expo.

Fleur du développement artistique portugais, le Centre culturel de Belém sera bientôt achevé. Conçu par Manuel Salgado et l'italien Ugo Gregotti, c'est un investissement considérable qui inquiète les professionnels du théâtre. Comme ici Luís Miguel Cintra, acteur important et chef de file du théâtre indépendant qui souffre d'un cruel manque de moyens.

Nous avons rencontré João Brites dans les jardins du Musée d'art moderne de la Fondation Gulbenkian, au soir tombant. Là, il répétait au bord de l'eau, justement au bord du petit lac intérieur de la fondation. Lui aussi a quarante ans, lui aussi est mince, et féroce, et ardent. Spécialiste d'un théâtre pour enfants qu'il veut réconcilier avec l'art contemporain, João Brites a suivi une formation de peintre à Bruxelles, où il était réfugié politique, avant de retrouver le Portugal en 1974. Il déplore « le climat de suspicion qui règne désormais sur l'avant-garde artistique ».

« Nous connaissons, explique-t-il, une profonde crise de la vie associative. Cela vaut aussi pour les professionnels du théâtre, qui n'ont jamais pu s'entendre pour imaginer une action commune. Cela nous manque aujourd'hui, à un moment où le Portugal découvre, avec un peu de retard, les « charmes » de la « gestion de l'art ». Or, ces nouveaux gestionnaires sont issus d'une bourgeoisie qui n'a jamais été nationaliste et qui a toujours gagné peu en servant d'intermédiaire à la bourgeoisie extérieure. Cela s'ajoute à la fin des illusions idéologiques qui renforcent encore la pauvreté de nos projets culturels. Pourtant, Brites a des envies de revendre. Sa compagnie est une de celles qui ont souvent été invitées, non sans raisons, à l'étranger.

Dans son Théâtre Cornucopia, où il présente une superbe mise en scène de *Mausier*, de Heiner Müller – cérémonie glacée de l'enterrement du rêve révolutionnaire, dans laquelle il fait la preuve, une nouvelle fois, de ses talents d'acteur exceptionnel –, Luís Miguel Cintra ne dit pas autre chose. Il a conscience des occasions ratées après le 25 avril. « Les gouvernements de gauche ont créé un théâtre national « officiel », bureaucratique, sans projet artistique, plutôt que de reconnaître dans les troupes indépendantes le noyau d'un renouveau. Ils leur ont donné de petites subventions sans jamais leur reconnaître une vocation nationale. Il s'agissait surtout de satisfaire des clients. Ma compagnie vit d'une subvention de deuxième catégorie qui nous force à faire, par ailleurs, le matin, toutes sortes de métiers. Il faudrait que le théâtre indépendant puisse disposer de moyens beaucoup plus importants afin de susciter la curiosité du public et de lier des contacts avec la province et l'étranger. C'est très fatigant de se battre pour conserver quelque chose pendant dix-huit ans avec de tout petits moyens. »

Durant les années d'illusion révolutionnaire, le théâtre était partout, dans la rue, les usines, les campagnes. Même à rêver le « nouveau monde », il est vite rentré dans les petits espaces qu'avait coexistés une dictature essouffée et où tout avait pourtant commencé. Là, dans la passion et une réelle pauvreté, des hommes aujourd'hui continuent d'inventer un monde intelligent et beau avec une maîtrise dont il faudrait que le public français puisse se rendre compte. Pour cela, le théâtre portugais devra trouver les moyens de sortir de ses frontières, géographiques et financières. Mentales, aussi, car on se demande si les artistes rencontrés ont, tous, la volonté de surmonter vraiment le splendide isolement dans lequel ils sont. Leurs spectacles indiquent pourtant qu'ils n'ont rien à redouter du voyage, et de la confrontation.

OLIVIER SCHMITT

LISBONNE de notre envoyé spécial

Cela commence comme un enlèvement. Conduite intérieure bleu marine aux portes de l'aéroport de Lisbonne. Fin de journée brûlante : 34 °C au tableau de bord. Autouroute du Nord qui, enfin, relie sans interruption la capitale à Porto. A moins de deux heures de route (moyenne 160 kilomètres heure), une ville dont on aperçoit qu'elle a connu ses heures de gloire au quinzième siècle : Coimbra, qui déroule monumentalité Renaissance de part et d'autre du Mondego. A l'aplomb du fleuve, face au centre historique, un couvent désaffecté, San-Francisco, transformé en théâtre.

Coimbra est la « capitale du théâtre » pour 1992, après Evora l'an passé. La responsabilité de cet événement a été confiée à l'ancien directeur du Théâtre national de Lisbonne, Ricardo Pais, évincé par le gouvernement de centre-droit il y a un an pour, dit-il, « excès d'ambition ». On lui a proposé de donner un cœur théâtral à Coimbra, il a accepté. Entre activités, comme la création d'une compagnie dramatique permanente – il promet, elle s'appelle « Escola De Noite » –, il s'est associé au Festival international de théâtre de Lisbonne (FIT) pour présenter un chef-d'œuvre du répertoire classique portugais, qui en compte peu, *A Castro*, d'Antonio Ferreira. Cet auteur d'une seule pièce est né à Coimbra en 1528 et diplômé de l'université de la ville, l'une des plus vieilles institutions européennes et berceau de l'un des arts portugais par excellence, le « fado des hommes » (par opposition, ou plutôt juxtaposition, au « fado des femmes » qui est le fado du Bairro Alto à Lisbonne).

Castro relate une histoire que l'on connaît bien, celle d'Inês de Castro, que Montherlant a appelée « la Reine morte ». C'est une légende, celle de l'épouse secrète l'enfant Pedro, Portugal qui mourut sur l'ordre de son beau-père, le roi, et qui fut bientôt vengée par son époux. Tous les Portugais connaissent par cœur ce drame admirablement écrit. Et la mort annoncée d'Inês et de ses passions. Dans les murs de San-Francisco, le duo par la Galicienne Luisa Martinez et le Portugais João Grosso, jeune espoir au talent déjà affirmé, ont une nouvelle fois provoqué les larmes de nombreux spectateurs sous le charme. Mise en



UN ESPACE POUR
L'ART PORTUGAIS

21, RUE RICHAUD LEROUX, 20000 PARIS-METRO VOLTURE
01 47 00 00 00, 01 47 00 00 01, 01 47 00 00 02
COORDONNEES : 0033 1 47 00 00 00

RENCONTRE
avec Pedro Santana Lopes

UNE POLITIQUE SOUS LE SIGNE DU LIBÉRALISME

Jeune secrétaire d'Etat à la culture du gouvernement social-démocrate. Anibal Cavaco Silva, constitué en 1990 après les élections législatives, Pedro Santana Lopes a mis en œuvre depuis deux ans une politique culturelle marquée du sceau du libéralisme. Ce chrétien farvet a décidé de doter son pays des grands équipements qui lui manquaient et d'associer à la politique, en les responsabilisant, les artistes et les investisseurs privés. Après des années d'une politique culturelle sans grands développements, les Portugais sont placés aujourd'hui face à un discours qui a le mérite de la clarté.

« Quelle est le credo de la nouvelle politique culturelle portugaise ? »

« Notre politique s'appuie sur une conscience très importante de notre mémoire. La politique de conservation et d'enrichissement du patrimoine et la défense de la langue sont l'essentiel de notre travail. Il faut tout faire pour que le Portugal connaisse un développement culturel dans chacune de ses communes, de ses régions et encourager toutes les pratiques culturelles. J'ai une réelle douleur d'âme, si vous me permettez cette expression : je quitte souvent Lisbonne, je me promène dans tout le pays, et dans de nombreuses régions, il y a seulement des groupes de folkloristes très estimables, mais qui ne sont pas suffisants si l'on veut fixer la jeunesse, les familles sur leurs lieux de naissance. Un développement économique du pays sans développement culturel est un développement condamné à la mort. »

« Nos moyens financiers sont-ils limités. Le budget de la culture est de 1 milliard de francs en 1992, soit 0,8 % du budget de l'Etat, en augmentation de 22 % par rapport à l'exercice précédent. C'est un effort que nous poursuivons. Nous concentrons tous nos efforts sur les investissements : l'achèvement du centre culturel de Belém, la réhabilitation du théâtre de l'Opéra San-Carlos de Lisbonne va être rénové, comme le Théâtre San-Juan à Porto, ville qui connaît un important développement. D'autres théâtres jadis prestigieux devaient suivre dans différentes villes du pays. »

« La deuxième axe est la promotion de la culture portugaise hors des frontières. Il y a incontestablement un intérêt croissant pour notre « petit » pays, que beaucoup redécouvrent. En France, vous ne faites pas très atten-

tion au Festival Européen de Bruxelles, mais on a fait là-bas un très grand effort de promotion. La National Gallery de Washington présentera l'an prochain une exposition d'artistes portugais. La dernière, j'étais à Paris pour inaugurer l'exposition du Musée Guimet (lire ci-dessous), puis à Madrid pour lancer une exposition sur le Portugal au Moyen Age. Le Portugal est présent un peu partout aujourd'hui. Cela exige un grand effort financier. »

« On sait que la bataille culturelle se joue aujourd'hui dans le domaine de l'image. Il y a deux sources d'images, le cinéma et la télévision. Le cinéma portugais paraît se limiter à Manoel de Oliveira, et la télévision portugaise semble bien petite pour lutter face à la force de production brésilienne. »

« Je voudrais quand même dire que c'est très important d'avoir un nom comme celui d'Oliveira. Beaucoup de pays n'ont même pas un cinéaste reconnu. Je l'aime beaucoup et j'appuie de toutes mes forces. Il y a trois semaines, j'ai assisté à la première projection de son nouveau film. À la fin de cette projection, il m'a demandé s'il pouvait commencer à suivre. J'ai répondu oui, bien sûr, c'était très émouvant. Il a quatre-vingt-quatre ans cette année. »

« Il nous faut renforcer très solidement les liens avec le Brésil - c'est très difficile - et ceux avec les pays d'expression portugaise en Afrique. Lors du dernier Festival de Cannes, un film de Guine-Bissau, financé par l'Institut portugais du cinéma, les Yeux bleus de Yoni, de Flora Gomes, était présenté dans la section Un certain regard. C'est le résultat de notre dispositif de coproduction. C'est un travail de patience qui aurait été impensable il y a même cinq ans. »

« Nous avons lancé un très lourd programme d'investissement dans la production et dans la postproduction d'images. Nous n'avions pas par exemple de bon laboratoire de mixage au Portugal. On doit avoir les moyens non seulement financiers mais techniques d'entrer en coproduction avec les autres Européens, voire de rivaliser avec eux. »

« Vous avez décidé aussi que le théâtre était une des priorités. Comment voyez-vous son avenir ? »

« Après la révolution du 25 avril 1974, nous avons assisté à la mort du théâtre dit commercial, et les nouvelles formes d'expression théâtrale, appelées « théâtre indépendant », se sont multipliées, principalement à Lisbonne ; il n'y a eu que quelques expériences en province. Un certain type de théâtre, dit expérimental, a

contribué à une certaine saturation du public. Il n'y a pas un public de théâtre mais plusieurs. Notre politique tend à ne pas favoriser un type de public à l'exclusion des autres. Le théâtre expérimental continue, mais d'autres types de théâtre existent, le théâtre commercial principalement mais aussi la programmation régulière du Théâtre national, qui doit donner de nouvelles forces. »

« Notre effort aujourd'hui, c'est d'abord de créer des infrastructures dans tout le pays. Nous sommes en train de mettre au point des accords avec les communes du pays qui ont des théâtres fermés ou transformés en cinéma. Nous faisons un effort pour les rouvrir, les récupérer. Le principal problème du Portugal est que la culture n'a pas suivi le développement certain intervenu dans d'autres domaines. Nous avons bâti des routes, des autoroutes, des hôpitaux, mais nous n'avons pas construit de nouveaux équipements culturels. On commence à le faire. »

« Il faut faire en outre un grand effort de décentralisation. Nous avons choisi la capitale nationale du théâtre, c'est une formule inédite. On choisit une ville autre que Lisbonne pendant une ou deux années et l'on investit dans les infrastructures et la production. On l'a fait l'année dernière à Évora. On le fait cette année à Coimbra. On va restaurer là-bas le Théâtre Gil-Vicente. L'an prochain, ce sera une ville du Nord. Avec ce réseau à travers le pays, on essaie de créer un « théâtre de région ». Nous y associons des jeunes mais aussi des vieux professionnels qui étaient très démoralisés parce qu'ils n'y croyaient plus. Maintenant, ils peuvent travailler dans un cadre nouveau. »

« Au moment de la signature du traité de Maastricht, en un temps d'intégration communautaire, on doit privilégier tout ce qui peut contribuer à maintenir l'identité de chacune de nos nations. Le théâtre correspond fortement à ce que sont les caractéristiques d'un peuple ; il est par exemple usage de la langue nationale. Au Portugal, le théâtre est considérablement enraciné, même si notre répertoire dramatique est très restreint. Pour une raison simple : le Portugal est plus un pays de poètes que de dramaturges. »

« Le gouvernement ne doit pas décider lui-même de la répartition des subventions entre les uns et les autres. Nous sommes sur le point de mettre en place un Conseil des arts, réunissant les représentants du secrétariat d'Etat et les artistes, qui disposera chaque année d'un budget dont il usera à sa guise. Il comportera autant de sections de disciplines artistiques. Les

membres du gouvernement en charge de la culture doivent avoir le moins de pouvoir possible. Sinon, on donne toujours le mauvais exemple. Il n'y a pas de méthode idéale, mais je suis sûr qu'il faut donner aux professionnels le maximum de responsabilité. »

« On a l'impression que l'information culturelle circule mal au Portugal et pas du tout au-delà des frontières. »

« Vous avez certainement raison. Mon travail est d'assurer la promotion du travail des artistes portugais. J'ai essayé il y a trois années de donner le temps d'antenne qui est réservé au secrétariat d'Etat à la culture sur les chaînes publiques et privées portugaises. Nous aidons différents artistes en leur permettant de réaliser des clips, des dossiers de presse et même des disques compacts. Nous avons aussi travaillé avec le groupe Madredeus (du nom d'une des plus belles églises de Lisbonne, située dans le quartier de l'Alfama Madredeus regroupe de jeunes musiciens venus du rock et une chanteuse de fado qui sont en passe de créer un style très original). Ils ont connu un très grand succès au dernier Printemps du Bourges et ont signé plus de quarante contrats, qui vont les mener dans différents pays d'Europe jusqu'à l'automne. »

« Le travail de promotion hors des frontières est une des missions de l'Etat. Quand j'ai pensé créer le Festival international de théâtre de Lisbonne, l'idée était de faire un événement de très haut niveau qui puisse permettre les échanges entre les différentes compagnies. En 1993, nous organiserons des échanges avec d'autres festivals internationaux. Le Portugal doit mieux connaître les expériences étrangères et vice versa. »

« L'un de vos plus grands chantiers est l'achèvement du centre culturel de Belém, sur les bords du Tage à Lisbonne, qui devait être inauguré en janvier de cette année. Si une première tranche est terminée et a reçu pendant six mois la présidence semi-annuelle de la CEE, le grand auditorium est encore livré aux ouvriers. Quand sera-t-il prêt et quelles fonctions devra-t-il remplir ? »

« Nous avons voulu faire une grande œuvre pour signaler la cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique et recevoir la présidence de la CEE. Le centre culturel de Belém aura un triple contenu : une partie des salles de spectacle et des spectacles, un grand auditorium qui accueillera le Portugal. Mon prédécesseur a décidé avec raison d'une addition au projet initial pour en faire une salle de spectacles et pas seulement une salle de réunion. Tous les équipements seront prêts à la fin de cette année. Nous sommes en train de définir une nouvelle politique mieux adaptée à l'outil modifié. Le musée sera l'exposition « Le triomphe du baroque », qui a connu un grand succès à Bruxelles, et la collection des impressionnistes de la National Gallery de Washington. L'inauguration du grand auditorium aura lieu avec la présentation du Fantôme de l'Opéra. »

« Le centre culturel de Belém aura une logique de fonctionnement très privé. C'est le souhait du premier ministre. On a créé une fondation, la Fondation des découvertes, qui réunit dans son conseil les pouvoirs publics, les représentants de la presse et les entreprises importantes, qui ont apporté environ 50 millions de francs. L'Etat n'a pas une responsabilité forte que pour le musée, et j'ai conservé un droit de veto sur la programmation des spectacles. »

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT

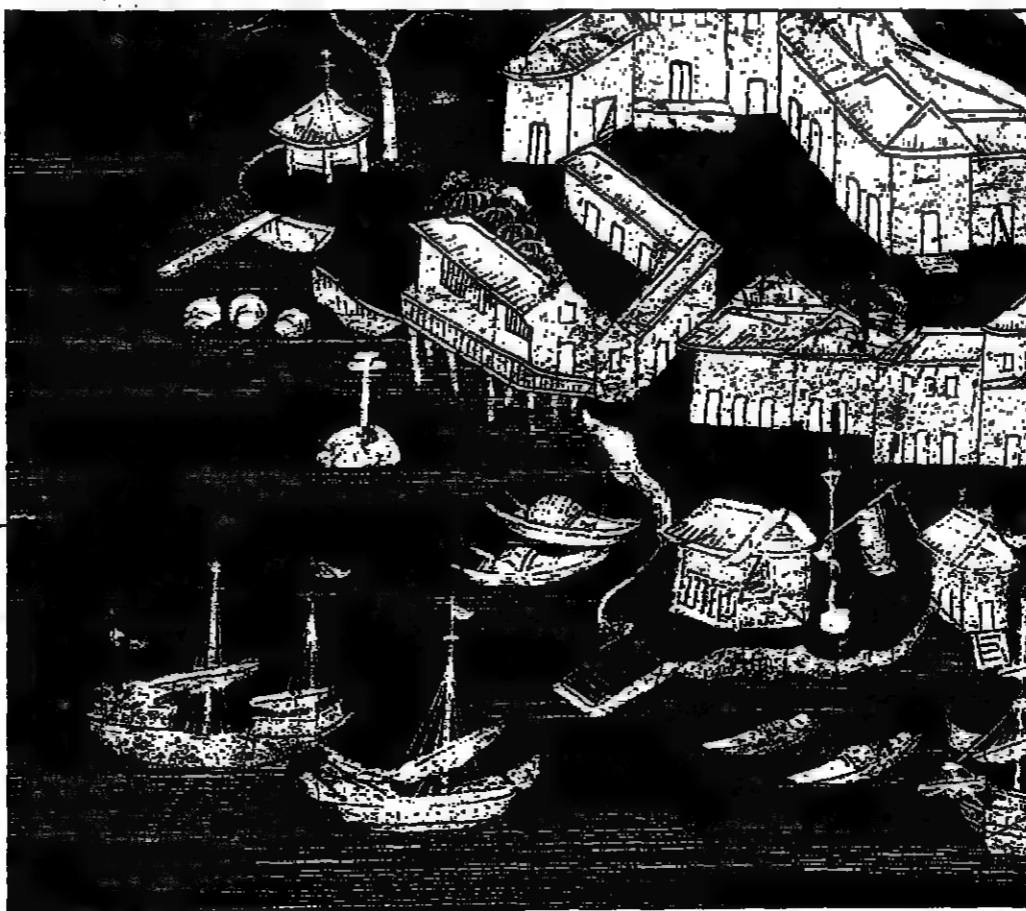
« Du Tage à
la mer de Chine »
à Guimet

Aux confins de deux empires

ALORS qu'on se fastoieusement, à Séville et ailleurs, le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique - et la contribution de l'Espagne à la civilisation - le Portugal se sent oublié. Pourtant, sans ce « balcon ouvert sur l'Atlantique », sans ses souverains - d'Henri le Navigateur à Manuel le Fortuné - sans ses marins - de Bartolomeu Dias à Vasco da Gama - sans ses écoles de navigation et un réseau de recherches nautiques, point de caravelles ni de Christophe Colomb. Ce dernier, soit dit en passant, vécut une bonne douzaine d'années au Portugal et y épousa même sa première femme.

Enfin, si les Portugais n'ont pas trouvé de continent nouveau, ils ont atteint, par mer, le but du navigateur génial : les côtes de Chine, les fabuleux Cathay. Pour retracer cet événement, une exposition organisée par Simonetta Luz Afonso, du palais de Queluz à Lisbonne, Jean-Paul Desroches, du Musée Guimet, a été présentée dans la capitale portugaise. Elle est aujourd'hui à Paris, sous le signe de l'armillaire et de la porcelaine.

La sphère armillaire est un instrument qui permet de suivre la marche des astres. Elle est née en Chine, comme l'astrolabe - armillaire à la poche -, du sextant - et la boussole. Symbole du voyage, elle se retrouve en effigie sur les premières porcelaines



« Nef croissant en mer de Chine », détail d'un laque noir et or (1746).

fabriquées par les artisans chinois pour les commanditaires portugais. La porcelaine, une découverte, dont les échanges ont permis de suivre l'histoire des échanges entre les deux civilisations.

Bien sûr, la Chine, atteinte en 1492 à partir de la base portugaise de Malacca, est une contrée connue de longue date. Jusque vers 1418, la route de la soie fonctionnait à travers l'Asie centrale. C'est encore par cette voie terrestre que Marco Polo arriva à Pékin au XIII^e siècle. Cette longue période d'échanges commerciaux a laissé de nombreuses traces. Ainsi cette admirable statuette Tang, exposée au Musée Guimet : un personnage occidental coiffé d'un bonnet pointu, à l'élégance particulièrement orientale. L'avènement de la dynastie Ming interrompit définitivement ce flux.

Pourtant, au moment où les Portugais lancent des carques au-delà du cap de Bonne-Espérance, les Célestes expédient leurs jonques de plus en plus loin

vers l'Ouest. Au début du quinzième siècle, les Chinois atteignent sur les côtes africaines l'endroit même où les Portugais débarquent quelques dizaines d'années plus tard. Mais les deux nations n'ont pas les mêmes moyens. Vasco da Gama a la disposition quelques centaines d'une trentaine de mètres de long, manœuvrés par quelques centaines de marins, quand l'amiral chinois Zheng He a sous ses ordres plus de vingt-cinq mille hommes et des jonques à haute mer dont les plus grosses atteignent 140 mètres de longueur. Une compétition réelle, entre les deux puissances, n'aura jamais lieu : la disparition de l'empereur Yongle et les invasions qui menacent aux frontières du Nord-Ouest arrêtent net l'expansion maritime de la Chine.

Les Portugais peuvent, alors, seuls - ils sont relayés par les Hollandais - commercer avec l'empire du Milieu. Un commerce considérable. D'abord parce que les Chinois, jusqu'à l'extrême fin du

XVI^e siècle, ne se limitent pas à la vaisselle : l'exposition du Musée Guimet, clairement présentée, montre bien le jeu des influences réciproques et la synchrisme en Europe, Chine, Japon, Indes. Les vêtements liturgiques fabriqués pour le clergé de l'Empire du Milieu par imitation des vêtements européens, mais bientôt ils sont remplacés par des vêtements indigènes, inspirés du Tao, et de l'usage de lotus venues du Japon. Le bois du Brésil est habillé de porcelaines chinoises. La recette de l'émail de Limoges gagne Canton. La mythologie hindoue sert à orner des meubles fabriqués à Goa pour la métropole. Les riches Lisbonnais dînent dans de la vaisselle fabriquée en Chine et en ornent même les plafonds de leurs palais. Quant à la nouvelle place du Commerce de Lisbonne, elle est reproduite à Macao et dans une bonne partie de l'Asie du Sud-Est. « Naviguer est indispensable, vivre ne l'est pas », affirmaient les marins portugais des temps héroïques. À la fin du dix-huitième siècle, la Chine manifeste un intérêt croissant pour la devise.

EMMANUEL DE ROUX

« Du Tage à la mer de Chine », Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : 47-23-61-63. Jusqu'au 31 août. Catalogue, 216 pages, 290 F.

(1) Eugenio d'Ors, in Les Voyages, Gallimard éd.

GUNS N'ROSES
En concert à ParisLES JOIES
SIMPLES
DE LA CONFUSION

Alors qu'il s'apprête à jouer pour la première fois à Paris, le 6 juin, lors d'un concert à l'hippodrome de Vincennes qu'on annonce gigantesque, Guns n'Roses, groupe californien de rock dur, détenteur d'une énorme collection de disques de platine, se débat dans les contradictions du statut de rock star. Trente-cinq ans après la naissance du rock, ces jeunes gens sont, comme leurs aînés, condamnés à grandir en public. Un supplice de grand luxe.

AXL ROSE chante *Patience* en courant d'une aile à l'autre de l'immense scène, comme un léopard sous amphetamines. Il chante *We Don't Need Your Civil War* (On ne veut pas de votre guerre civile) vêtu d'un blouson orné du drapeau confédéré. Il commence une chanson avec un T-shirt à l'effigie du Christ et profite d'un solo de guitare pour aller enfilier un nouveau T-shirt, celui-ci décoré de la physionomie de Charles Manson. W. (pour William) Axl (c'est son nom de scène) Rose, trente ans, chanteur de Guns n'Roses n'en est pas à une contradiction près.

A ce jour, Guns n'Roses a vendu plus de 30 millions d'albums dans le monde, dont plus de la moitié aux Etats-Unis. Et ce alors que leur premier 30 cm, *Appetite for Destruction*, date de 1987 et que ses successeurs, les deux tomes (vendus séparément) de *Use Your Illusion* n'ont été mis sur le marché qu'en septembre 1991. Entre-temps, *G n'R Lies*, un maxi 45 tours, avait paru sur lequel on trouvait *One In A Million*, chanson raciste et homophobe à l'origine d'une controverse dont son auteur, Axl Rose, ne s'est toujours pas tiré de manière satisfaisante pour les collectivités offensées (soit le monde entier, moins les mâles américains blancs). De 1987 à 1990, le groupe avait assuré les premières parties d'Iron Maiden, d'Aerosmith et des Rolling Stones.

L'été dernier, alors que Guns n'Roses n'avait toujours qu'un album à son actif, le groupe s'est lancé dans sa première tournée en nom propre. De retards de plusieurs heures en rixes généralisées (à ce jour, Axl Rose est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt de la police de Saint-Louis, Missouri, pour avoir déclenché une émeute après qu'il eut sauté dans le public pour arracher son appareil à un photographe), la tournée en souffre de la réputation du groupe n'a fait que croître. D'autant que, poursuivant sa version accélérée d'une trajectoire rock'n'roll, le groupe a renvoyé Steven Adler, son batteur, pour héroïnomanie persistante (Slash, le guitariste, affirme être aujourd'hui désintoxiqué) et s'est séparé du guitariste rythmique Izzy Stradlin - auteur ou coauteur d'une bonne partie des compositions, - pour le remplacer par Gilby Clark, un sosie à la personnalité plus que discrète. Une gestion du personnel qui rappelle les changements de guitaristes au sein des Rolling Stones entre 1968 et 1974.

Pourtant malgré les références et les redites, Guns n'Roses est un groupe d'aujourd'hui. Il suffit de constater l'extrême jeunesse de la majorité du public qui se rend aux concerts pour s'en convaincre. Pour ces adolescents (et sans doute pour le groupe), ces scandales, ces chansons, ces dérapages sont tout neufs. Guns n'Roses rejoue une comédie déjà ancienne, comme si, trente-six ans après l'irruption d'Elvis Presley, elle était devenue un rite initiatique périodique pour les adolescents blancs occidentaux. Irresponsables, indisciplinés et - malgré tout - talentueux, Guns n'Roses, et plus particulièrement Axl Rose, se retrouvent investis bon gré, mal gré, du rôle de maître de cérémonie planétaire.

A Paris, Guns n'Roses fera ses débuts français à l'hippodrome de Vincennes, dont la pelouse peut accueillir une centaine de milliers de spectateurs. Dix jours avant le concert, la société organisatrice, Garance Productions, annonçait avoir vendu 47 000 billets dont le prix a été fixé à 185 F. Une proposition digne d'intérêt en général - puisque Guns n'Roses est précédé de deux groupes, Soundgarden et Faith No More (*lire l'encadré ci-contre*) - et à Paris en particulier. Le concert de l'hippodrome doit en effet être diffusé par satellite sur une chaîne payante américaine et dans plu-

sieurs pays européens. Du coup, plusieurs invités rejoindront le groupe sur scène, à la manière des grandes occasions mondaines du rock. Sont pour l'instant annoncés Aerosmith, Lenny Kravitz et Jeff Beck.

A Vienne, où Guns n'Roses précédait U2 d'une journée, Axl Rose a rejoint le groupe irlandais sur scène, après avoir chanté en duo avec Elton John lors du concert d'hommage à Freddie Mercury à Wembley. Bien intégrés aux circuits conviviaux du rock business (Slash a joué avec Michael Jackson, Bob Dylan, Iggy Pop), les musiciens de Guns n'Roses en profitent largement. Selon le directeur de Garance, « entre leur cachet et surtout le contrat de diffusion télévision (conclu avec la filiale vidéo du groupe Polygram), personne ne se sera jamais fait autant d'argent en une soirée à Paris ».

Ce mardi-là, le 26 mai, Guns n'Roses joue à Berlin, au Stade olympique. Au fur et à mesure que la soirée avance, on s'aperçoit que le choix de l'endroit n'a pas été très judicieux. D'une part, l'histoire de l'arène berlinoise recoupe jusqu'au malaise la controverse qu'a suscitée *One In A Million*. D'autre part, l'immense stade est loin d'être rempli, les gradins sont dégrais et la pelouse derrière la tour de sonorisation presque vide. Le lendemain, les estimations de la presse berlinoise iront de 34 000 (réalistes) à 50 000 spectateurs (optimistes). Les *Guns* (comme on dit entre fans coiffés d'une bandana noire nouée à la pirate) ont donné ou donneront cinq concerts - tous d'importance comparable - en Allemagne, pays qui les a accueillis plus tôt et plus chaleureusement que la France et les pays latins. Mais il semble que les producteurs du concert berlinois aient surestimé les ressources et la dévotion des fans de la région.

Les milliers de spectateurs berlinois massés devant la scène échappent pourtant à l'ambiance de semi-défaite qui règne à la périphérie du public. Eux, les fans, donneront, en réduction, une nouvelle édition de la cérémonie musicale et pugilistique qu'est un concert de Guns n'Roses. Pendant deux heures et demie, ils vont passer de l'extase à l'accablement poli, de la communion la plus intime à l'incompréhension la plus totale. La première demi-heure du concert établit une espèce d'échantillonnage des talents du groupe : rock gras à la manière des Rolling Stones (*Night Train* et *Bad Obsession*), hard rock américain (*Mr. Brownstone*), pop music à l'ancienne (la reprise de *Live and Let Die* de Paul McCartney, plus connu chez nous sous le nom de *Thème de « l'Heure de vérité »*).

C'est sûr, dans ce stade, peu de gens (sur scène ou dans le public) partagent la fascination d'Axl Rose pour Elton John et l'on croit entendre un soupir de lassitude quand il s'installe au piano pour un interminable interlude pop. Duif McKagan le bassiste, le représentant de la fraction punk du groupe, préfère s'asseoir, poser sa basse sur ses genoux et la gratouiller d'un air absent. Mais Axl n'est pas le seul coupable :

tout au long du show, de longs moments d'antagatification (solos prolongés, de guitare ou de batterie; chorégraphies absurdes qui lancent chaque musicien dans une course sans but le long des 100 mètres d'ouverture de la scène, les faisant se croiser sans même échanger un regard) effacent en quelques minutes interminables les grands moments de rock'n'roll que le groupe est capable de produire.

Axl Rose est un chanteur étonnant, versatile, capable de hurler comme Robert Plant, de grasseyer comme Mick Jagger, sexy, dangereux, vulnérable (quand il n'est pas ridicule, prétentieux ou odieux). Slash a redonné ses lettres de noblesse à la Gibson Les Paul. Cette guitare, généralement associée aux pires exotes du hard rock à l'ancienne, permet aussi un son fluide et gras, que Slash combine à une dynamique précise et souple. A moins qu'il ne préfère interpréter le thème du *Parain* avec une vulgarité qui ferait rougir Carlos Santana ou se lancer dans une espagnole qui ferait rire dans un village de vacances de la Costa Brava. En revanche, son habitude de citer brièvement, entre chaque morceau, quelques classiques du rock (*You Can't Always Get What You Want* ou *Wild Horses* des Stones, à Berlin), est tout à fait charmante.

Soundgarden, Faith No More :
Vedettes américaines

Le succès commercial de Guns n'Roses ne fut que le signe avant-coureur d'une résurgence du rock dur, celui qui empêche le reste de la famille de vaquer tranquillement à ses activités. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, une kyrielle de groupes bryants peuple les sommets des classements des meilleures ventes de disques : Red Hot Chili Peppers, Pearl Jam, Nirvana. A Vincennes, on retrouvera, avant Axl Rose et ses camarades, Soundgarden, puis Faith No More, deux exemples représentatifs des nouvelles tendances du rock américain.

Soundgarden, tout d'abord, l'un des premiers groupes à émerger de la scène de Seattle, ce qui en fait l'aîné et le compatriote de Nirvana. Avec le groupe de Kurt Cobain, Soundgarden partage un goût certain pour la débâche sonore, mais le quatuor Soundgarden colle de plus près aux règles du hard-rock, ne pratiquant que de temps en temps la destruction aléatoire qui fait tout le charme de Pearl Jam, Nirvana et de tous les groupes révoltés par le label Subpop.

En revanche, Faith No More fait plus que représenter un courant. Originaire d'Eureka, Californie (la ville où David Lynch avait situé l'action de *Blue Velvet*), Faith No More est un étrange conglomérat qui réunit

A la fin des deux heures et demie de rock, d'explosions pyrotechniques et caractérielles (Axl Rose : « Si un commandant lance encore un objet en verre sur scène, on arrête le show, ce n'est pas un problème »), on n'est sûr que d'une chose : Guns n'Roses est un conglomérat de docteurs ts confusions et c'est sans doute de ce côté qu'il faut chercher les clés de leur phénoménal succès.

Confusion des genres d'abord. Les musiciens de Guns n'Roses sont à l'avant-garde de la première génération à ne pas avoir connu, directement ou indirectement, de monde sans rock'n'roll. Non seulement cette musique existait depuis longtemps lorsqu'ils sont nés (ils ont entre vingt-cinq et trente ans), mais c'était celle de leurs parents. La mère de Slash, par exemple, dessinait des costumes pour David Bowie et le guitariste se souvient que, enfant, il a rendu visite à Iggy Pop alors que celui-ci était hospitalisé. Ces petits-enfants du rock se retrouvent du coup dans une situation un peu comparable à celles des cinéastes de la nouvelle vague qui ont fait du cinéma à cause des films qu'on avait fait avant eux. Mais la comparaison s'arrête là. Les Californiens refusent toute hiérarchisation des genres ou des sous-genres, ce qui les conduit souvent à l'absence totale de discernement. Sans grille critique, ils mettent sur le même plan Billy Joel et Paul McCartney, Aerosmith et les Rolling Stones, ce qui finit par s'entendre.

Cet éclectisme est aussi l'une des fondations du phénoménal succès commercial du groupe. Il est impossible de vendre autant de disques sans débiter largement autour du « cœur de cible », en l'occurrence les adolescents. Les quadragénaires qui considéraient la collaboration de Paul McCartney à un film de la série des James Bond comme une trahison retrouveront *Live and Let Die* dans une version sincèrement admirative (dans la mesure où l'imitation est la forme la plus sincère de la flatterie) ou le *Knocking On Heaven's Door* que Bob Dylan avait composé pour *Pat Garrett et Billy le Kid* de Peckinpah. Ces quadragénaires retrouveront aussi quelque chose que leurs héros d'hier ne sont plus en mesure de donner, une fureur, un émerveillement, une naïveté, perdus de disques de platine en tournées mondiales.

Cette révolte, Axl Rose tente de l'exprimer sur scène en quelques brefs monologues mettant en garde la jeunesse contre *des forces qui veulent contrôler votre vie* : tout en menaçant trente-quatre mille personnes des pires sanctions si elles n'organisent pas leur propre chaos selon ses desiderata à lui, Axl Rose. On arrive alors au stade de la confusion intellectuelle. Le texte notoire de *One In A Million* disait : « Je n'en ai rien à foutre des immigrants et des pédés/ils viennent dans notre pays et font ce qu'ils veulent/ En répandant leurs saloperies de maladies. » Quatre ans plus tard, Axl Rose explique son homophobie par les services que lui infligeait son beau-père, participe au mémorial pour Freddie Mercury dont les bénéfices iront aider les malades du sida et se refuse toujours à présenter des excuses en bonne et due forme.

On voit toujours aux concerts du groupe les T-shirts ignobles représentant une femme violée adossée au mur d'une impasse sur lequel est écrit *Guns n'Roses was here* (en revanche, l'article n'est plus disponible sur les stands qui entourent le stade), mais, dans *Rolling Stone*, Rose affirme avoir changé du tout au tout depuis qu'il suit une thérapie régressive et ne plus considérer les femmes de la même manière. Et Slash, de son côté, se justifie tant bien que mal de sa période opiacée.

Comme toutes les stars du rock depuis Elvis Presley, les membres de Guns n'Roses sont condamnés à ce supplice de grand luxe, surtout pour de sales mômes comme eux : grandir en public.

THOMAS SOTINEL

★ Le 6 juin à l'hippodrome de Vincennes. Soundgarden, 17 heures. Faith No More, 17 h 45. Guns n'Roses, 20 heures. Discographie Geffen, distribution BMG.

Mike Patton, un chanteur provocateur, dont les textes, souvent obscènes, sont plus faits pour irriter les censeurs que pour titiller les adolescents; Roddy Bottum, qui, aux claviers, est capable de tirer la musique du groupe vers des horizons imprévus, pop ou cabaret, ou Mike Bordin, un batteur d'une violence extraordinaire. Lorsque l'on procède au recensement de la scène rock américaine, il est généralement convenu de rattacher Faith No More à la famille fusion (du rock et du rap), aux côtés des Red Hot Chili Peppers ou des Limp Bizkit. On retrouve par instants cette attention dans la musique, dans l'origine géographique (la plupart de ces groupes viennent de Californie) ou dans la tenue (il semblerait qu'un décret du gouverneur de l'Etat force les chanteurs de fusion à se produire en short), mais les idiosyncrasies de Faith No More en font un groupe à part, à la fois plus rock et surtout plus bizarre que la plupart de ses collègues.

T. S.

★ Discographie : Soundgarden : *Louder Than Love*; *Badmotorfinger* (A&M/Polygram); Faith No More : *Live at Broken Academy*; *The Real Thing* (Sire/Bacday).



Slash ou les dangers de l'électricité.